

**Examen Périodique Universel
Maroc - Mai 2017**



Rapport des ONGs

La situation des droits humains au Maroc

Coordination et supervision:
Association Adala pour le droit à un procès équitable
Avec le soutien de la Fondation Friedrich Ebert au Maroc





SOMMAIRE

- **Préface**
- **Comité de Suivi**
- **Les ONGs Participantes aux débats national et régional**
- **Rapport des ONGs sur la situation des droits humains au Maroc**

PRÉFACE

La réforme du système des Nations unies dans le domaine des droits humains, notamment par la création du Conseil des droits de l'homme en 2006 (Résolution 60/251 du 15 mars 2006) et la mise en place du mécanisme de l'Examen périodique universel (Résolution 5/1), a constitué un élan considérable dans l'évolution du système des Nations unies relatif aux mécanismes internationaux des droits humains. Cette transformation s'est manifestée en particulier dans le contrôle de la mise en œuvre par les États de leurs engagements pris à l'échelle de l'ONU, dans le cadre d'une coopération soutenue et d'un dialogue interactif et constructif.

En effet, les États ne peuvent plus échapper à la reddition des comptes dans les grandes instances internationales, lorsqu'ils faillent à leurs obligations et engagements dans le domaine de la protection et de la promotion des droits humains.

À cet égard, la soumission par le Maroc de ses rapports nationaux aux organes onusiens chargés des droits humains constitue une occasion propice aux associations et aux organisations non gouvernementales pour inciter le gouvernement marocain à lancer des réformes du dispositif législatif national en vue de l'harmoniser avec le référentiel universel et les conventions internationales en la matière, mais aussi pour renforcer la protection et la promotion des droits humains. C'est aussi l'occasion d'exhorter les décideurs à élaborer et à mettre en œuvre des politiques publiques qui répondent aux engagements du Maroc, pris dans le cadre des pactes et des instruments que le Royaume a ratifiés.

Aujourd'hui, à l'occasion des préparatifs pour le troisième cycle de l'examen périodique universel, l'Association Adala pour le droit à un procès équitable a initié, dans le cadre du projet de partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert, une initiative pour l'élaboration du rapport parallèle conjoint des ONG sur la situation des droits humains au Maroc, en marge du cycle de l'examen périodique universel de 2017. La première réunion consultative à laquelle Adala avait convié de nombreuses associations en date du 28 avril 2015 a permis de mettre en place un Comité de suivi chargé de superviser les étapes de l'élaboration du rapport.

Cette initiative a permis, d'une part, de parvenir à une vision globale partagée en termes d'approche, de méthodologie, de contenu du rapport, et de mécanismes permettant d'atteindre les objectifs dudit rapport et, d'autre part, de fournir une occasion pour rappeler le parcours de l'élaboration des précédents rapports parallèles de l'EPU et leur importance, en vue de tirer parti des acquis et poursuivre sur cette lancée; le but étant de consolider cette expérience et lui assurer la continuité dans la perspective de mettre en place un mécanisme civil des droits humains, des femmes et du développement, chargé de l'élaboration et du suivi des rapports parallèles à ceux du gouvernement marocain.

Il convient de rappeler que l'Association Adala et ses partenaires ont préalablement organisé une série de rencontres régionales et d'ateliers thématiques. La première de ces manifestations, organisée les 26 et 27 juin 2015 à Rabat, a eu pour thème «La situation des prisons et des prisonniers, la liberté d'expression et d'opinion, la liberté de réunion et de manifestation, et la réforme de la justice». La seconde a été organisée à Zagora les 24 et 25 octobre 2015, en partenariat avec le Réseau Associatif de Zagora pour le Développement et la Démocratie (RAZDED), sous le thème «Droits économiques, sociaux, culturels, linguistiques et environnementaux». La troisième rencontre, tenue les 21 et 22 novembre 2015 à Tanger, a été placée sous le signe «Droits fondamentaux des groupes vulnérables victimes de discrimination, droits linguistiques et culturels, et liberté de croyance». Enfin, un symposium national a été organisé le 3 septembre 2016 à Rabat pour présenter le rapport parallèle conjoint des organisations de la société civile sur la situation des droits humains au Maroc, élaboré dans le cadre de l'examen périodique universel de 2017.

Aujourd'hui, à l'heure où nous arrivons à l'étape de la diffusion de ce rapport auprès des organisations de la société civile, des institutions gouvernementales et nationales, et des acteurs qui œuvrent dans le domaine des droits humains, nous aurons ainsi épuisé les différentes activités qui avaient été planifiées pour l'élaboration de ce rapport. Rappelons encore une fois nos ambitions qui se sont profilées à travers cette initiative:

Premièrement: élargir les consultations avec les associations concernées, en ce qui concerne la méthodologie et les contenus du rapport, aux niveaux régional et national;

Deuxièmement: contribuer au renforcement des capacités des organisations de la société civile dans le suivi et la promotion des politiques publiques en matière des droits humains;

Troisièmement: réfléchir à la mise en place des conditions favorables à l'institutionnalisation du mécanisme indépendant de la société civile chargé d'élaborer et de soumettre les rapports parallèles, suivre la mise en œuvre des recommandations de l'Examen périodique universel du Maroc, et mettre au point une stratégie d'action nationale à cet égard, en coordination avec les différentes parties prenantes.

Pour l'association Adala pour le droit à un procès équitable
La Présidente, Jamila SAYOURI

Pour la fondation Friedrich Ebert
Seija STURIES

COMITÉ DE SUIVI

Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM)-Casablanca
www.adfm.ma

Association nationale des jeunes avocats
associationangam@gmail.com

Collectif Autisme Maroc
www.collectifauti/sme.ma

Fédération de la Ligue démocratique des droits des femmes (FLDDF)
flddf.org/portail

Fédération Nationale des Associations Amazighes (FNAA)
fnaa.ma

Forum des alternatives Maroc (FMAS)
www.forumalternatives.org

Observatoire marocain des libertés publiques

Observatoire marocain des prisons
omdp@menatr.ma

Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH)
contact.omdh@gmail.com

Portail E-Joussour de la société civile Maghreb/Machrek
www.e-/joussour.net

Réseau Amazigh pour la citoyenneté-Azêta
www.reseauamazigh.org/rubrique45.html

Réseau associatif pour le développement et la démocratie
razded@yahoo.fr

Réseau des associations de développement des oasis du sud-est (RADOSE)
www.radose.ma

Réseau des associations de Tinghir pour le développement et la démocratie
ratded@yahoo.fr

Réseau des associations œuvrant dans le domaine du handicap au nord du
Maroc
reseauhandicap@gmail.com

Union de l'action féminine (UAF)
uaf@mtds.com

Rapport des ONGs

LES ONGS PARTICIPANTES AUX DÉBATS NATIONAL ET RÉGIONAL

- Association des Barreaux du Maroc www.abam.ma
- Organisation Marocain des Droits Humains www.amnesty.ma
- Amnesty International-section Maroc www.adfm.ma
- Association Démocratique des Femmes du Maroc www.adfm.ma
- Association Démocratique des Femmes du Maroc – section casablanca www.uaf.ma
- Union de L'Action Féminine (UAF) fddf.org/portail/
- Fédération de la Ligue Démocratique des Droits de la Femme (FLDDF) www.assaidalhorra.org
- Association Assaida Al-horra pour la Citoyenneté et l'Égalité des Chances www.justicemaroc.org
- Association Adala- Justice pour le Droit à un Procès Equitable
- Forum Marocain pour la vérité et la justice(FMVJ)
- Fondation Driss Benzekri des Droits Humains fondationbenzekri.org.ma
- Forum Marocain des Alternatives (FMAS) www.forumalternatives.org
- Centre des Etudes des Droits Humains et la Démocratie(CEDHD) www.cedhd.org
- Syndicat National de la Presse Marocaine (SNPM) www.snpm.org
- Observatoire Marocain des Prisons (OMP) omdp@menara.ma
- E-joussour, Portail de la société Civile Maghreb-Machrek www.e-joussour.net
- Organisation pour la Liberté d'Information et d'Expression www.olie.org.ma
- Observatoire Marocain des Libertés Publiques(OMLP)
- Réseau des Associations de Tinghir pour le Développement Et la Démocratie (RATDED)
- Réseau des Associations de Développement des Oasis du Sud – est Maroc www.radose.ma
- Réseau Marocain pour le Droit d'Accès à l'Information –REMDI- www.remdi.org
- Réseau Associatif pour le Développement et la Démocratie de Zagora
- la Fédération Nationale des Associations Amazighes (FNAA) www.fnaa.ma
- Réseau Amazigh pour la Citoyenneté-AZETTA Amazigh www.reseauamazigh.org
- Association Nationale des Jeunes Avocats au Maroc (ANJAM)
- L'Association Marocaine de Lutte contre la Corruption-transparency www.transparencymaroc.ma
- Le Groupe Antiraciste de Défense et d'Accompagnement des Etrangers et Migrants (GADEM) www.gadem-asso.org
- Mouvement DAMIR
- Association beity
- Observatoire de la Justice au Maroc
- Association Colombe Blanche pour les Droits des Personnes en Situation d'Handicap au Maroc
- Centre des Droits des Gens –Fès
- Les Droits de l'Homme du Forum Nord du Maroc www.fdhnorma.org
- Centre Marocain des Droits de l'Homme
- Association des Centres de Protection des Enfants et des Centres de Réparation
- Association Oasis Verte pour le Développement et la Démocratie (AOVDD)

- Collectif Autisme Maroc www.collectifautisme.ma
- Fédération des Editeurs Marocaines
- La Fédération Nationale des Sourds au Maroc
- la Ligue Marocaine pour la Citoyenneté et les Droits de l'Homme www.lmcdh.org
- La Voix de la Femme Amazighe
- Instance Marocaine des Droits de l'Homme www.instance-mdh.org
- Association Médicale de Réhabilitation des Victimes de la Torture
- Béni Zoli pour le Développement et la Communication
- Association Rencontre Méditerranéen Pour l'immigration et le développement www.associationarmid.wordpress.com
- Organisation ne Touche pas à mon Enfant touchepasamonenfant.com
- Laboratoire Civil pour la Justice Sociale
- Bayt Alhikma
- Association « AMNA » pour la Protection des Femmes Victimes de Violence
- Forum Avocate Marocaine www.abam.ma
- Réseau des Associations d'Handicap au Nord du Maroc
- Association « FHAMNI » pour la Promotion des Droits des Personnes en Situation d'Handicap Larache
- Association pour un Avenir Meilleur pour les Personnes Handicapées-Nador
- Association RIF pour le Droit de l'Homme
- Alliance contre le Racisme et la Xénophobie
- Centre d'Accompagnement et de Réinsertion -tanger centres.fm6reinsertion.ma/profile/
- Association Tassla pour la Jeunesse www.assoc-tassla-jeunesse
- Association TAWAZA pour le plaidoyer de la femme
- Association YAHYA des Enfants Autistes
- Association « TATCHA » pour la Formation et Affaires Sociales « ATFAS »
- Union Associatif pour le Développement et Solidarité
- Association Santé pour Tous www.santepourtouscte.org
- Takatoul des Associations Grand Tanger
- Réseau Espace Citoyenneté « Maison de la femme »
- Association Génération Défit pour la Culture et Développement
- Association des Femmes et Sport
- Association « Amal Ouezzane » du Foot Féminin
- Association « Rissala » pour le Développement des Compétences des Femmes
- DADES MGOUNA pour le Développement
- Union DARAA pour le Développement AGDEZ
- AFDES
- Association NAHDA pour le Développement et Coopération
- Association Maison des Veuves pour la Protection des Orphelins

INTRODUCTION:

Le présent rapport se penche sur la situation des droits humains au Maroc et couvre la période de 2012 à 2016, à savoir depuis la présentation par le gouvernement marocain de son deuxième Rapport national à l'occasion de l'EPU en mai 2012, jusqu'à la présentation de son troisième Rapport National, prévue en mai 2017.

Le présent rapport a pour objet l'évaluation de l'exécution des engagements pris volontairement par le Maroc à travers son adhésion et sa ratification des conventions internationales et leurs protocoles annexes, ainsi que sa mise en œuvre des recommandations (140 recommandations)¹ qu'il a approuvées et acceptées devant le Conseil des droits de l'homme à Genève, à l'occasion de l'examen de son Rapport national en juillet 2012 ou qu'il a déclarées en cours d'exécution. Le rapport aborde également certaines recommandations qui n'ont pas été approuvées par le Maroc et qui sont au nombre de six (6) recommandations.

Dans son évaluation, le rapport s'appuie sur les conventions internationales ratifiées par le Maroc, les normes et les principes des droits humains universellement reconnus, les meilleures pratiques en la matière, les rapports publiés par les organes de suivi des traités, le mécanisme des procédures spéciales, les rapports publiés par les institutions nationales marocaines, et les recommandations pertinentes de l'Instance Équité et Réconciliation (IER). Ce rapport s'appuie également sur les lois nationales, notamment la Constitution de 2011, la législation touchant les droits humains, et le rapport périodique à mi-parcours présenté par le Maroc devant le Conseil des droits de l'homme en 2014.

Pour atteindre les objectifs visés, l'Association Adala et ses partenaires ont organisé, avec le soutien de la Fondation allemande Friedrich-Ebert, trois rencontres régionales à Rabat, Tanger et Zagora au cours desquelles ont été abordés des thèmes concernant la situation globale des droits humains au Maroc.

L'Association Adala a aussi adopté l'approche participative pour diagnostiquer la situation des droits humains au Maroc, tout en rappelant les réalisations et les lacunes et en élaborant des recommandations qui tiennent compte de la pratique conventionnelle et des cadres législatif et institutionnel, en puisant dans les informations que nous avons pu obtenir malgré les difficultés qui entravent l'accès à l'information et ses sources.

De nombreux représentants d'associations des droits humains, du développement et de la démocratie (137 associations et 11 réseaux régionaux, provinciaux et thématiques) ont participé à l'élaboration et à la discussion du présent rapport.

¹ Le Maroc a approuvé 128 recommandations et a soutenu 12 recommandations qu'il a déclaré exécutées ou en cours d'exécution.

A golden gavel is positioned diagonally across the upper right portion of the image, resting on a globe. The globe is composed of crumpled, layered paper, giving it a textured, three-dimensional appearance. The entire scene is set against a dark, textured background. The lighting highlights the metallic sheen of the gavel and the intricate folds of the paper globe.

**LA REFORME
DU SYSTEME JUDICIAIRE**

AXE I: LA REFORME DU SYSTEME JUDICIAIRE

RÉALISATIONS

Pratique conventionnelle

Au cours de la période 2012-2016, le Maroc a accueilli le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture du 15 au 22 septembre 2012, et le Groupe de travail sur la détention arbitraire du 9 au 18 décembre 2013.

Le Maroc a ratifié, le Protocole facultatif à la Convention contre la torture en date du 24/11/2014.

Cadre législatif et institutionnel

Au cours de la période couverte par le rapport, le gouvernement a enregistré les réalisations suivantes:

Installation, le 8 mai 2012, de l'Instance supérieure du dialogue national pour la réforme du système judiciaire;

Promulgation la loi 100.03 relative au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire;

Promulgation de la loi organique 106.13 relative au Statut des Magistrats;

Présentation du projet de loi relative à l'exercice de la médecine légale;

Présentation du projet de loi n°38.15 relative à l'organisation judiciaire.

LACUNES

Pratique conventionnelle

Manquement à la création du mécanisme national de prévention de la torture;

Non ratification du Statut de Rome de 1998, portant création de la Cour pénale internationale.

Cadre législatif et institutionnel

Persistance de la supervision de l'administration des juridictions par le ministère de la Justice et des Libertés;²

Restriction à la liberté des magistrats en matière de constitution d'associations civiles et de défense des droits humains, et violation de leur droit à l'expression individuelle et collective conformément à l'article 97 du Statut des magistrats;

Non adoption des textes législatifs relatifs à l'organisation judiciaire du double degré de juridiction;

Dérogation au système de la spécialisation judiciaire (transformation des tribunaux administratifs et commerciaux en chambres et sections);

Faiblesse des mesures et des mécanismes régissant l'accès à la justice, notamment pour les couches défavorisées.

² L'article 3 de l'organisation judiciaire du Royaume stipule que l'autorité gouvernementale chargée de la justice supervise la gestion administrative et financière des juridictions.

RECOMMANDATIONS

- Accélérer la ratification du Statut de Rome de 1998, portant création de la Cour pénale internationale;
 - Accélérer la création du mécanisme national de prévention de la torture;
 - Création du Conseil d'État pour renforcer le système du double degré de juridiction au Maroc, jouissant du droit de contrôler la légalité et la pertinence de toutes les décisions administratives, y compris les décisions du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire;
 - Reconnaître aux magistrats le droit d'association, de réunion et de manifestation pacifique;³
 - Procéder obligatoirement à une expertise médicale pour toute allégation de torture, pendant la garde à vue ou au cours de l'instruction, de manière prompte et immédiate; renforcer la spécialisation et la formation des médecins légistes tout en accélérant la mise à jour de leur cadre légal;
- Renforcer le rôle de la défense, avant le procès et immédiatement après l'arrestation de toute personne, en tant qu'acteur incontournable dans la procédure et partenaire nécessaire pour garantir un procès équitable;
 - Consolider le droit d'accès à la justice en faveur des couches défavorisées⁴;
 - Revoir le rôle du parquet en matière de gestion des poursuites des pouvoirs publics, tout en élargissant la sphère des moyens alternatifs.

3 En application de l'article 111 de la Constitution qui énonce que "Les magistrats jouissent de la liberté d'expression, en compatibilité avec leur devoir de réserve et l'éthique judiciaire. Ils peuvent appartenir à des associations ou créer des associations professionnelles, dans le respect des devoirs d'impartialité et d'indépendance et dans les conditions prévues par la loi. Ils ne peuvent adhérer à des partis politiques ou à des organisations syndicales.»

4 Cela concerne l'assistance juridique et judiciaire.



**LES DROITS
FONDAMENTAUX
DES PRISONNIERS
ET DES PRISONNIÈRES**

AXE II: LES DROITS FONDAMENTAUX DES PRISONNIERS ET DES PRISONNIÈRES

RÉALISATIONS

Pratique conventionnelle
(mêmes réalisations que celles de l'Axe I ci-dessus)

Cadre législatif et institutionnel

Élaboration d'un projet pour la révision de la loi régissant les établissements pénitenciers (loi 98/23) et ses décrets d'application;

Élaboration d'un projet de loi n°71.13 relative à la lutte contre les troubles mentaux et la protection des personnes atteintes par ces troubles.

LACUNES

Pratique conventionnelle

La non déclaration, par le Maroc, des attributions du Comité sur les disparitions forcées, conformément à l'article 31 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, à savoir de recevoir et examiner les plaintes individuelles⁵;

La non ratification par le Maroc du deuxième protocole facultatif au Pacte international des droits civils et politiques relatif à l'abolition de la peine capitale;

Le vote contre la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies relative au moratoire immédiat sur le recours à la peine de mort, en vue de son abolition.

⁵ Ratifiée par le Maroc en juin 2012.

Cadre législatif et institutionnel

La non révision de la loi régissant les prisons depuis plus de 15 après son application;

La faiblesse et le manque de moyens matériels, humains et médicaux dans les prisons, et la persistance des atteintes au droit des prisonniers à la santé⁶;

La persistance de la situation des malades psychiques et mentaux au sein des établissements pénitenciers;

La présence dans les prisons du Maroc de 120 personnes condamnées à la peine capitale, dont une femme⁷;

Surpeuplement des prisons, du fait de la non rationalisation de la gestion de la détention préventive et la non mise en œuvre du principe de la proportionnalité, ainsi que le manque à adopter des alternatives à la détention préventive⁸;

L'absence d'une politique pénale préventive qui prenne en considération la spécificité des femmes prisonnières;

L'absence de garanties préventives efficaces, à la lumière de l'augmentation du nombre d'allégations de torture⁹;

La non affectation d'un pavillon dédié aux jeunes filles délinquantes dans les établissements pénitenciers.

⁶ Rapport thématique du Conseil national des droits de l'Homme sur la situation dans les prisons, intitulé "La crise des prisons: une responsabilité partagée", mars 2012.

⁷ Déclaration du Secrétaire général du Conseil national des droits de l'homme lors de la conférence semi-annuelle, en marge de la 28e session du Conseil des droits de l'homme à Genève, 5 mars 2015. La femme condamnée à mort a été graciée récemment.

⁸ Rapport annuel de l'Observatoire marocain des prisons au titre de l'année 2015, présenté le 28 juillet 2015.

⁹ L'Association marocaine des droits humains (AMDH) a relevé plus de 60 cas d'allégations de torture, ou de traitements inhumains ou dégradants, dans son rapport annuel pour l'année 2015.

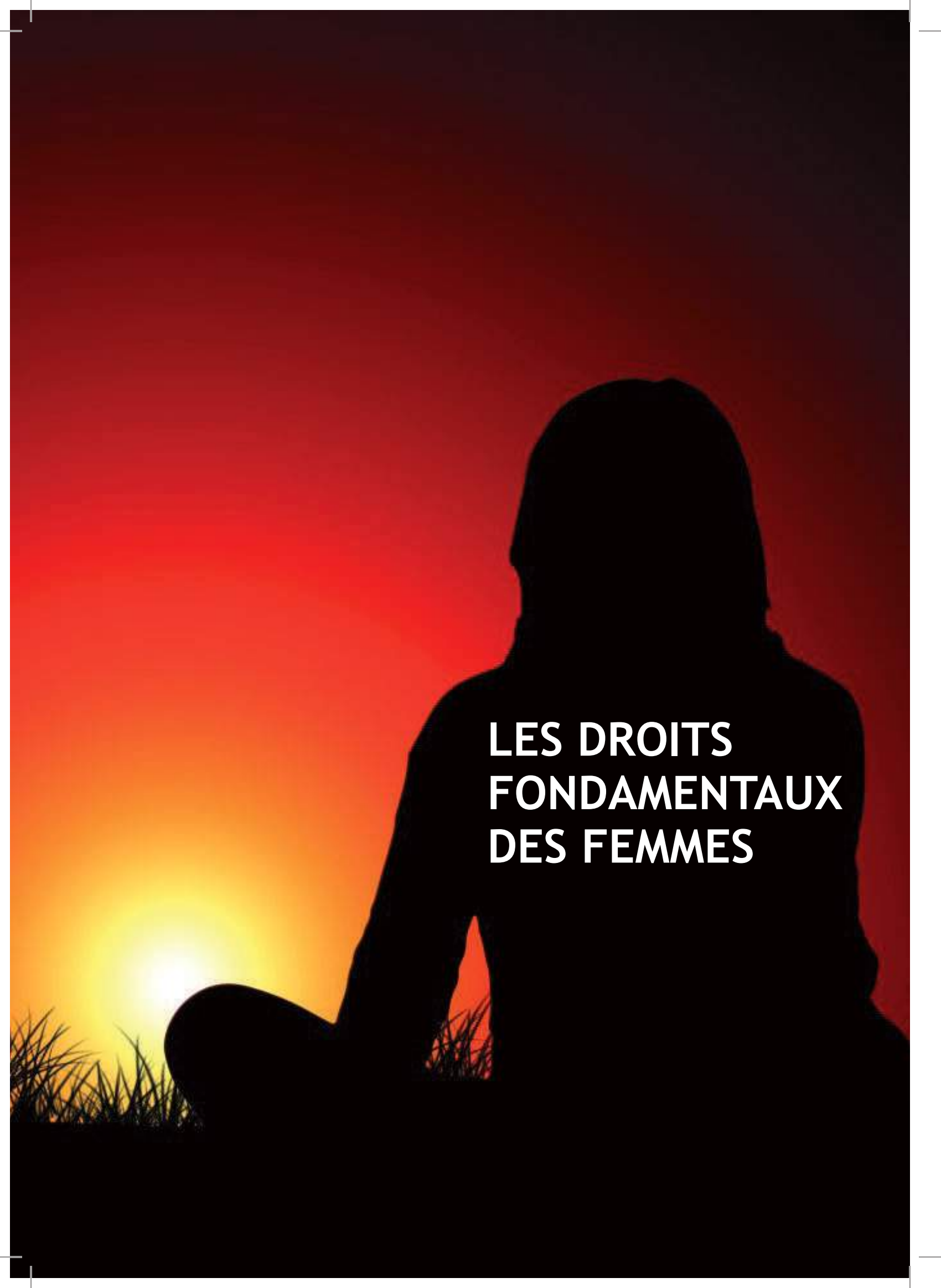
Rapport des ONGs

RECOMMANDATIONS

- Publier les attributions du Comité de protection de toutes les personnes de la disparition forcée, conformément à l'article 31 de la Convention;
- Ratifier le deuxième Protocole facultatif du Pacte international des droits civils et politiques relatif à l'abolition de la peine capitale;
- Harmoniser la législation nationale avec les normes internationales relatives aux droits des enfants en conflit avec la loi;
- Modifier le cadre législatif et organique régissant les prisons pour l'harmoniser avec la Constitution et les normes internationales modernes¹⁰;
- Modifier le Dahir relatif à la prévention et au traitement des maladies mentales et la protection des malades; ouvrir de larges consultations et un débat public entre tous les acteurs concernés par la santé mentale et psychique ainsi que la nécessité de réagir positivement au rapport thématique présenté par le CNDH à ce sujet;
- Abolir la peine capitale du Code pénal;
- Mettre en œuvre des mesures légales parallèles à la détention préventive;
- Adopter un système pour le changement des mesures en vue d'aborder la problématique des mineurs en conflit avec la loi, conformément aux dispositions du Code de la procédure pénale et du Code pénal¹¹, et mettre en place des mécanismes préventifs pour la réinsertion sociale;
- Mettre en place des mesures légales et organiques qui prennent en compte la spécificité des femmes et des jeunes filles emprisonnées;
- Instaurer des mesures légales et organiques garantissant toutes les conditions de soin, de protection et d'accueil en faveur des enfants accompagnant leurs mères emprisonnées, au cours de la période de détention et après leur sortie de prison;
- Rendre obligatoire l'accompagnement et la réinsertion des détenus relaxés.

¹⁰ Conformément aux règles de Bangkok et aux règles de Mandela pour le traitement des détenus.

¹¹ Dispositions du Livre III du Code de procédure pénale.

The image features a silhouette of a woman sitting on a grassy hill, looking towards a bright sunset. The sky transitions from a deep red at the top to a bright yellow near the horizon where the sun is setting. The woman's silhouette is dark and occupies the right side of the frame. The text 'LES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES' is overlaid on her silhouette in white, bold, uppercase letters.

**LES DROITS
FONDAMENTAUX
DES FEMMES**

AXE III: LES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES

RÉALISATIONS

Pratique conventionnelle

Levée des réserves concernant la Convention de la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes «CEDEF»;

Accueil du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique au cours de la période du 13 au 20 février 2012;

Visite de la Rapporteuse spéciale sur la traite d'humains, et tout particulièrement de femmes et d'enfants, au cours de la période du 17 au 21 juin 2013.

Cadre législatif et institutionnel

Mise en place du plan gouvernemental pour l'égalité dans la perspective de la parité «Ikram» 2012-2016.

Promulgation, en 2015, des lois électorales qui ont contribué à accroître la représentativité des femmes dans les conseils communaux et provinciaux, passant ainsi de 12% à 27%. Dans les conseils régionaux, leur représentativité a atteint le tiers;

Promulgation de la loi relative à la création du Conseil National de la Famille et de l'Enfance;

Promulgation de la loi relative aux travailleurs domestiques;

Élaboration d'un projet de loi relatif à la

création de l'Instance de la parité et de la lutte contre toutes les formes de discrimination;

Présentation du projet de loi n° 103.13 relatif à la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

LACUNES

Pratique conventionnelle

La non mise en œuvre des recommandations du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique, et de la Rapporteuse spéciale chargée du trafic des êtres humains, et le non respect des engagements volontaires du gouvernement en la matière¹²;

Le maintien de la déclaration interprétative des articles 2 et 15 de la «CEDEF»;

La non harmonisation du Code pénal marocain et toutes les lois avec les normes internationales, et l'absence d'une approche préventive des droits humains, fondée sur le genre et la non discrimination.

Cadre législatif et institutionnel

Le retard pris dans l'installation de l'Instance de la parité et de la lutte contre toutes les formes de discrimination, et du Conseil consultatif de la famille et de l'enfance;

La non abrogation de la polygamie et du mariage des mineurs du Code de la famille;

¹² Recommandations 91 c et d, et recommandations 92 e et g du rapport soumis par le Groupe de travail des Nations Unies sur la question de la discrimination contre les femmes en droit et dans la pratique.

La persistance de la discrimination entre hommes et femmes en matière d'héritage et de transmission de la nationalité;

La persistance de l'incrimination de l'avortement médical et sa restriction à des cas très limités, ce qui porte atteinte au droit de la femme de disposer de son corps;

La non incrimination du viol marital;

La non considération des crimes de viol et du harcèlement sexuel comme des crimes portant atteinte à la dignité humaine et à l'intégrité physique de la femme;

La non harmonisation du projet de loi de lutte contre la violence à l'égard des femmes avec les règles de référence et les engagements nationaux et internationaux;

La non stipulation de sanctions légales pour le non respect de l'application du quota représentatif.

RECOMMANDATIONS

- Parachever la ratification des conventions et la levée de l'interprétation des articles 2 et 15 de la «CEDEF»;
- Harmoniser le système juridique des droits des femmes marocaines avec la Constitution et les conventions internationales, et adopter les principes d'égalité entre les sexes et la non discrimination fondée sur le genre;
- Interdire la polygamie et le mariage des mineurs;
- Abroger toutes les dispositions privant la femme de son droit à la tutelle légale sur ses enfants mineurs, et instaurer l'égalité entre l'homme et la femme en matière de mariage avec des non musulmans;
- Incriminer l'expulsion du foyer conjugal et faire de la pension alimentaire une responsabilité des deux époux en fonction du revenu ou selon l'accord convenu entre eux, tout en prenant en considération le travail domestique, les soins dispensés aux enfants et la gestion des affaires de la famille comme étant une contribution de la femme à la pension et au patrimoine accumulé après le mariage;
- Abroger les dispositions légales discriminatoires entre la femme et l'homme en matière d'héritage et de transmission de la nationalité en cas de mariage et dans le domaine du Code pénal et du Code du travail;
- Incriminer le viol marital et abroger l'incrimination de l'avortement médical;
- Promulguer une loi pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes de manière conforme aux normes internationales relatives à la prévention, la protection et l'assistance sociale aux femmes victimes de la violence, la répression et la réparation des préjudices;
- Promulguer une nouvelle loi régissant les terres tribales (soulaliya) et les terres guichs, pour résoudre le problème de la discrimination entre les sexes et la privation des femmes de leur droit à la propriété de ces terres.



**LIBERTÉ D'ORGANISATION
ET LIBERTÉ DE RÉUNION
ET DE MANIFESTATION PACIFIQUES**

AXE IV: LIBERTÉ D'ORGANISATION ET LIBERTÉ DE RÉUNION ET DE MANIFESTATION PACIFIQUES

RÉALISATIONS

Pratique conventionnelle

Le Maroc a soutenu la mise en place de nombreuses procédures spéciales, notamment celles concernant le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association¹³.

Cadre législatif et institutionnel

La remise des récépissés du dépôt légal en mars 2015 à 32 associations¹⁴, y compris l'Association Sahraouie des victimes des violations graves de droits de l'homme commises par l'État marocain (ASVDH);

Régularisation de la situation de 24 associations d'immigrés résidant au Maroc¹⁵.

13 Paragraphe 12 de la Note verbale datée du 6 mai 2013, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies, lors des élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections : élection de quatorze membres du Conseil des droits de l'homme:

http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/68/83&TYPE=&referer=http://www.ohchr.org/FR/Countries/MENARegion/Pages/MAIndex.aspx&Lang=A

14 Les autorités administratives ont accordé l'autorisation à un groupe d'associations en mai 2016, suite à la médiation du Conseil national des droits de l'homme.

15 Déclaration du Président du Conseil national des droits de l'homme, lors de la troisième session du Forum annuel des migrations, 14 mars 2016.

LACUNES

Pratique conventionnelle

La non satisfaction des demandes écrites du Rapporteur spécial sur le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association pour visiter le Maroc.

Cadre législatif et institutionnel

La non harmonisation des lois relatives à la liberté d'association, de réunion et de manifestation pacifiques avec la Constitution de 2011 et avec les engagements internationaux;

La non motivation, par les autorités administratives, des décisions d'interdiction dans de nombreux cas et la non délivrance de décisions écrites aux personnes chargées d'encadrer les manifestations pour leur permettre d'exercer leur droit de recours devant les tribunaux. Parfois, les autorités ne suivent pas la procédure stipulée par la loi avant de procéder à l'intervention pour disperser les rassemblements et recourent, dans certains cas, à une violence disproportionnée lors de la dispersion de manifestations pacifiques;

La non utilisation anticipée des mécanismes du dialogue et de la médiation, et recours des pouvoirs publics à la neutralité négative au cours de certaines manifestations et à leur rencontre, pendant lesquelles les autorités concernées n'interviennent pas pour protéger ce droit ou engager des poursuites contre les personnes responsables d'agressions physiques ou d'insultes à l'égard des manifestants¹⁶;

16 Rapport parallèle du Médiateur pour la démocratie et les droits de l'homme (MDDH), au sixième rapport

Rapport des ONGs

Comportements arbitraires, parfois, des autorités administratives compétentes à l'endroit des associations désireuses de se constituer en leur demandant des documents non stipulés par la loi, ou en retardant la remise des récépissés provisoires ou définitifs du dépôt, et parfois la privation de certaines associations des récépissés de constitution ou de renouvellement de manière définitive¹⁷;

La persistance de l'interdiction, par les autorités administratives, de nombreuses activités de certaines associations sans justification légale¹⁸.

RECOMMANDATIONS

- Donner suite à la demande de visite du Rapporteur spécial sur le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association;
- Procéder à la réforme des lois relatives à la liberté de réunion et de manifestation pacifiques et la liberté d'association conformément à la Constitution et aux normes internationales, et lier la responsabilité à la reddition des comptes en ce qui concerne la non application de la loi;
- Concrétiser le principe de lutte contre l'impunité;
- Mettre en place des mécanismes de dialogue, médiation et intervention anticipée lors des tensions sociales;
- Appliquer la loi en ce qui concerne la constitution des associations, conformément au système de la déclaration et non pas au système de l'autorisation avec la stipulation de sanctions en cas de refus de la délivrance immédiate du récépissé;
- Limiter les restrictions des rassemblements et des manifestations uniquement aux cas d'appel explicite à la violence, au racisme ou à la haine ethnique;
- Adopter la jurisprudence de la justice administrative dans le cadre de l'amendement de la loi n°75.00 relative au droit d'association.

périodique du Maroc sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, soumis le 12 février 2016.

17 Exemples: Association marocaine des droits humains (AMDH), Section de Tanger; Association l'alternative culturelle, Kenitra; Attac Maroc.

18 Interdiction à Amnesty International-Maroc d'organiser un camp de jeunesse en septembre 2014; interdiction de nombreuses manifestations de l'Association marocaine des droits humains; interdiction au Forum marocain des droits humains d'organiser un cycle de formation en mars 2016.



**LIBERTÉ D'EXPRESSION
ET DROIT D'ACCÈS A
L'INFORMATION**

AXE V: LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DROIT D'ACCÈS A L'INFORMATION

RÉALISATIONS

Pratique conventionnelle

Le 20 juillet 2015, le gouvernement marocain a annoncé qu'il avait programmé une visite du Rapporteur spécial chargé du renforcement et de la protection de la liberté d'opinion et d'expression.

Cadre législatif et institutionnel

Loi n°90.13 portant création du Conseil National de la Presse;

Loi n°89.13 portant Statut des journalistes professionnels;

Loi n°88.13 relative à la presse et à l'édition;

Création de l'Institut supérieur des métiers de l'audio-visuel et du cinéma, et renforcement des capacités des professionnels;

Loi n°77.03 relative à l'audio-visuel;

Amendement du statut de la HACA;

Présentation de la loi n°31.13 relative au droit à l'information.

LACUNES

Pratique conventionnelle

Malgré le fait que la Maroc ait déclaré qu'il était disposé à recevoir le Rapporteur spécial chargé du renforcement et de la protection de la liberté d'opinion et d'expression, l'invitation n'a pas eu de suite.

Cadre législatif et institutionnel

Non harmonisation des lois relatives à la presse avec les dispositions de la Constitution et les normes internationales;

Non instauration du principe de la bonne foi en tant que base fondamentale dans l'édition;

Non définition des exceptions exclusives en ce qui concerne la violation du secret de l'information;

Non obligation, par la loi, pour l'administration de faciliter la mission du journaliste pour accéder aux informations et la non détermination de délais contraignants pour l'administration pour fournir les informations au journaliste;

Non prise en considération des spécificités de la presse électronique en ce qui concerne les conditions de publication et d'édition;

Non reconnaissance légale du droit des radios associatives à émettre sur les ondes;

Persistance de la possibilité de recours à des peines privatives de liberté dans les affaires de presse et d'édition, par l'application d'autres lois, notamment le Code pénal;

Persistance de l'utilisation d'expressions très vagues et sujettes à diverses interprétations en ce qui concerne les constantes nationales;

Persistance des mesures répressives à l'égard des journalistes au cours de l'exercice de leur mission, et parfois en instrumentalisant la justice;

Persistance de l'interdiction d'entrée au Maroc de certains journaux étrangers, par des décisions administratives.

RECOMMANDATIONS

- Accélérer le processus d'invitation au Maroc du Rapporteur spécial sur le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association;
- Harmoniser les lois relatives à la liberté d'expression, de la presse et du droit d'accès à l'information avec les normes internationales;
- Définir le concept d'ordre public dans le domaine de la liberté d'expression, en stipulant des garanties et des voies de recours pour faire face aux formes d'arbitraire commises par les appareils de l'État et portant atteinte à la liberté d'expression;
- Accélérer le processus de promulgation de la loi relative au droit d'accès à l'information en l'harmonisant avec les normes internationales;
- Stipuler explicitement le non recours aux peines privatives de liberté dans les affaires de presse et d'édition, ainsi que le non recours à des lois autres que le Code de la presse;
- Mettre en place une justice spécialisée dans les affaires de presse et d'édition;
- Reconnaître explicitement le principe de la bonne foi dans les affaires de presse et d'édition;
- Promulguer une loi relative aux radios associatives, leur permettant d'émettre sur les ondes.



**DROITS CULTURELS,
LINGUISTIQUES ET AMAZIGHS**

AXE VI: DROITS CULTURELS, LINGUISTIQUES ET AMAZIGHS

RÉALISATIONS

Pratique conventionnelle

Visite au Maroc de l'experte indépendante chargée de la question culturelle au cours de la période du 5 au 16 septembre 2011, et publication de son rapport le 2 mai 2012;

Publication de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, ratifiée par le Maroc, dans le Bulletin Officiel n°6247 du 14 avril 2014.

Cadre législatif et institutionnel

Création le 20 novembre 2015 d'une Commission chargée de la préparation de la loi organique relative au Conseil national des langues et de la culture marocaine;

Présentation, le 27 juillet 2015 sous le n°26/16, de la proposition de la loi organique relative aux étapes de la mise en œuvre effective du caractère officiel de la langue amazighe;

Présentation du projet de loi organique n°04/16 relative au Conseil national des langues et de la culture marocaine.

LACUNES

Pratique conventionnelle

Non publication par l'État marocain dans

le Bulletin Officiel des compétences du Comité chargé de l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale pour recevoir et examiner toutes communications émanant de personnes ou de groupes de personnes relevant de leur juridiction qui se plaignent d'être victimes d'une violation par cet État de l'un quelconque des droits énoncés dans la Convention.

Absence de mise en œuvre des dispositions du deuxième alinéa de l'article 14 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ratifiée par le Maroc le 18 décembre 1970.

Cadre législatif et institutionnel

Le retard enregistré dans la mise en œuvre des Articles 5 et 86 de la Constitution, relatifs à la promulgation du projet de loi organique pour la concrétisation de la constitutionnalisation de la langue amazighe, et le retard enregistré également dans la promulgation du projet de loi organique portant création du Conseil national des langues et de la culture marocaine;

Le retard enregistré dans la création du mécanisme de prévention de la discrimination raciale;

La consécration par la loi n°26-16, relative aux étapes de la mise en œuvre du caractère officiel de la langue amazighe, de l'inégalité et de la discrimination entre les deux langues officielles et l'ambiguïté de certaines dispositions;

Retard dans la mise en œuvre de l'effectivité de la langue amazighe dans l'enseignement et les domaines publics priori-

Rapport des ONGs

taires, à travers des étapes pouvant aller jusqu'à 15 ans;

La renonciation du gouvernement en matière de généralisation de l'enseignement de la langue amazighe;

La persistance de l'interdiction des prénoms amazighes par les autorités gouvernementales.

RECOMMANDATIONS

- Mettre en place un mécanisme de prévention de la discrimination raciale, conformément aux normes universellement reconnues et en conformité avec la déclaration des principes de «Paris»;
- Publier les détails de l'instrument de ratification de la Convention relative à la protection et au renforcement de la diversité des formes d'expression culturelle, pour la partie à contacter auprès de l'État marocain, tel que stipulé par la Convention, et la proclamation par le Maroc de la procédure pour la résolution des différends afin que les informations concernant l'action de la Convention ne soient pas incomplètes ou insuffisantes;
- Publier dans le Bulletin Officiel la déclaration relative à la compétence du Comité de lutte contre la discrimination raciale;
- Mettre en œuvre le deuxième paragraphe de l'article 14 de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ratifiée par le Maroc en date du 18 décembre 1970;
- Adopter le principe de l'égalité et de la discrimination positives en faveur de la langue, la culture et la civilisation amazighes dans les politiques publiques et dans le projet de loi organique relative à la langue amazigh et la loi organique relative au Conseil national des langues et de la culture marocaine;
- Instaurer l'enseignement obligatoire de la langue et de la culture amazighes normalisées à tous les niveaux de l'enseignement;
- Mettre en place des structures institutionnelles pour une information audio-visuelle amazigh publique, libre et indépendante, prenant en considération en premier lieu le principe de la diversité et l'égalité des langues et des cultures;
- Intégrer et promouvoir le langage des signes dans les média publics, et former des interprètes à cet égard.

A photograph showing a person in a wheelchair on a brick path leading to a doorway. The person is wearing a white long-sleeved shirt and dark pants. The wheelchair is a standard manual wheelchair with a large front wheel and a smaller rear wheel. The path is made of reddish-brown bricks. The doorway is framed by a light-colored wall. The lighting is warm, suggesting late afternoon or early morning. The text "DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP" is overlaid on the left side of the image in white, bold, uppercase letters.

**DROITS
FONDAMENTAUX
DES PERSONNES
EN SITUATION
DE HANDICAP**

AXE VII: DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

RÉALISATIONS

Pratique conventionnelle

Le Maroc a présenté son Rapport national devant le Comité chargé des droits des personnes en situation de handicap, conformément à l'article 35 de la convention du 17 mars 2014.

Cadre législatif et institutionnel

L'adoption du projet de la loi-cadre n°97-13, relative aux personnes en situation de handicap;

L'élaboration d'une politique publique intégrée relative au handicap 2105-216;

La création d'une commission interministérielle chargée du handicap;

Réalisation et publication d'une enquête nationale sur le handicap et la publier 2014-2016.

LACUNES

Pratique conventionnelle

Le retard du gouvernement quant à l'adoption du mécanisme préventif tel qu'il a été instauré par la Convention internationale relative aux personnes en situation de handicap;

Retard continu de la visite du Rapporteur onusien chargé des affaires des personnes en situation de handicap.

Cadre législatif et institutionnel

La non adoption de l'approche participative pour l'élaboration du projet de la loi-cadre n°13.97 relative aux personnes en situation de handicap;

Le caractère limité du bilan de la stratégie de la prévention du handicap 2009-2015, au cours de laquelle a dominé l'approche de bienfaisance et l'adoption de politiques sectorielles à court terme¹⁹;

Le retard enregistré dans la publication des politiques sectorielles intégrées du handicap;

Le retard enregistré dans la publication du rapport national sur le handicap;

Le retard enregistré dans l'élaboration du premier rapport sur les personnes en situation de handicap;

La faible efficacité de la Commission ministérielle chargée du handicap;

La persistance de la discrimination double et multiple à l'égard des femmes en situation de handicap;

La persistance de l'absence des accessibilités dans la plupart des établissements publics, des voies publiques et des moyens de transport;

L'absence du droit à l'éducation ou l'inexistence de garanties de la poursuivre pour certaines couches atteintes de handicaps internes ou psychiques (autistes, par exemple);

La faiblesse de l'accès aux prestations sanitaires.

¹⁹ Mémorandum de l'Association la Colombe blanche pour les droits des personnes en situation de handicap, présenté lors de la 3ème rencontre régionale organisée par l'Association Adala les 21 et 22 novembre 2015 à Tanger.

RECOMMANDATIONS

- L'État doit s'engager à respecter le planning pour tous les mécanismes conventionnels internationaux, et à s'ouvrir au système des procédures spéciales, notamment le Rapporteur spécial chargé des personnes en situation de handicap;
- Mettre en place le mécanisme préventif pour les personnes en situation de handicap, en conformité avec les normes internationales;
- Promulguer une loi relative aux personnes en situation de handicap conformément aux normes internationales et aux engagements volontaires du Maroc auprès les organes de suivi des conventions;
- Revoir et mettre à jour la politique publique intégrée dans le domaine du handicap;
- Opérationnaliser la Commission ministérielle chargée du handicap;
- Adopter des mesures susceptibles de promouvoir la participation politique des personnes en situation de handicap, à travers le système du quota et la création d'un fonds de soutien de leur participation avec l'adoption d'un indice du handicap pour le calcul du soutien financier accordé aux partis politiques;
- Modifier la loi relative aux accessibilités, en fixant un délai raisonnable pour que les équipements existants mettent en place ces accessibilités, et accélérer la promulgation des décrets d'application et l'adoption de mesures contraignantes et des sanctions en cas de non respect de la loi.



**LES DROITS
FONDAMENTAUX
DES ENFANTS**

AXE VIII: LES DROITS FONDAMENTAUX DES ENFANTS

RÉALISATIONS

Pratique conventionnelle

Signature en avril 2015 du troisième Protocole facultatif à la Convention internationale des droits de l'enfant relatif à la présentation des plaintes;

Présentation des troisième et quatrième rapports relatifs à la mise en œuvre de la Convention des droits de l'enfant devant le Comité concerné le 30 mai 2012;

Présentation du rapport relatif à l'application du Protocole facultatif à la Convention des droits de l'enfant concernant la participation des enfants aux conflits armés;

Ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, la Convention européenne relative à l'exercice des droits de l'enfant, et la Convention du Conseil de l'Europe relative de la communication avec les enfants.

Cadre législatif et institutionnel

Mise en place d'un plan d'action national pour l'enfance (2006-2015);

Mise en place d'une politique publique intégrée pour la protection des enfants;

Promulgation de la loi portant création du Conseil consultatif de la famille et de l'enfance;

Présentation de la proposition de loi relative à l'interdiction et la répression de

l'exploitation et des abus sexuels contre les enfants le 20/7/2015.

LACUNES

Pratique conventionnelle

Le retard enregistré par le Maroc dans la présentation de son rapport relatif aux droits de l'enfant devant le Comité des droits de l'enfant;

Le maintien de la déclaration interprétative du paragraphe 1 de l'article 14 de la Convention des droits de l'enfant;

La non création du mécanisme national de communication et de recours à l'encontre des violations commises à l'encontre d'enfants.

Cadre législatif et institutionnel

Le plan d'action national pour l'enfance (2006-2015) n'a pas englobé tous les axes de la convention des droits de l'enfant;

L'absence de protection juridique de l'enfant né en dehors de l'institution du mariage (la stigmatisation et le rejet par la société);

La faiblesse de la mise en œuvre des engagements internationaux au niveau de la justice et des institutions.

Rapport des ONGs

RECOMMANDATIONS

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en œuvre des recommandations émanant du Comité des droits de l'enfant au sujet des troisième et quatrième rapports périodiques du Maroc (octobre 2014), qui n'ont pas été complètement ou suffisamment mises en œuvre, notamment les recommandations concernant la collecte des données (alinéa 20), la formation et la publication (alinéa 22);
- Retirer la déclaration interprétative de l'alinéa 1 de l'article 14 de la Convention des droits de l'enfant;
- Accélérer le dépôt de l'instrument de ratification auprès du Secrétaire général des Nations unies concernant le troisième Protocole facultatif de la Convention des droits de l'enfant;
- Ratifier la Convention de l'OIT n°189 relative au travail décent pour les travailleurs domestiques et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie;
- Relever l'âge légal du travail à 18 ans dans toutes les lois qui s'y rapportent, notamment la loi relative aux travailleurs domestiques;
- Modifier le paragraphe 7 de l'article 16 de la loi 37-99 et supprimer toute allusion, dans les documents d'identité, entraînant la détermination de l'identité des enfants comme étant des enfants nés en dehors du mariage, et abroger toutes les dispositions légales énoncées dans le Code de la famille qui reflètent une discrimination à l'égard des garçons et des filles nés en dehors du mariage;
- Accélérer l'adoption de la proposition de loi relative à l'interdiction et la répression de l'exploitation et des abus sexuels à l'encontre des enfants;
- Accélérer la mise en place du mécanisme national de notification et de recours contre l'exploitation et les abus sexuels à l'encontre des enfants;
- Augmenter le budget affecté à la politique publique intégrée de protection de l'enfance;
- Mettre en place une justice spécialisée pour les mineurs en conflit avec la loi;
- Accélérer la promulgation du cadre légal relatif aux établissements de protection des enfants.



**DROITS
FONDAMENTAUX
DES IMMIGRES
ET DES REFUGIES**

AXE IX: DROITS FONDAMENTAUX DES IMMIGRES ET DES REFUGIES

RÉALISATIONS

Pratique conventionnelle

La présentation par le Maroc de son premier rapport relatif à la mise en œuvre de la Convention internationale pour la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles les 10 et 11 septembre 2013;

La ratification par le Maroc, en juin 2014, de la convention n°97 de l'OIT relative aux travailleurs migrants.

IX.A.2 Cadre législatif et institutionnel

L'adoption par l'État d'une politique publique fondée sur une approche d'humanisation de l'immigration concernant les immigrés en situation illégale, et ce à travers la mise en place de mesures légales exceptionnelles pour la régularisation de leur situation (18600 bénéficiaires sur un total de 28000 demandes);

L'adoption de la loi n° 27-14 interdisant la traite des personnes.

LACUNES

Pratique conventionnelle

La non ratification par le Maroc du Protocole additionnel de la Convention des Nations Unies relative au crime organisé transfrontalier, portant sur la lutte contre le trafic illicite de migrants.

Cadre législatif et institutionnel

La lenteur enregistrée dans la promulgation du cadre législatif concernant les trois axes fondamentaux de la politique de l'immigration et de l'asile.

Amendement de la loi n°02-03, de manière conforme aux conventions internationales;

L'absence de protection suffisante contre la traite des personnes, notamment en ce qui concerne les travailleuses et les travailleurs marocains dans les pays du golfe;

L'absence de garanties législatives à même de prémunir les immigrés contre les traitements humiliants, dégradants et inhumains.

RECOMMANDATIONS

- Modifier la loi n°02-03, de manière à la rendre conforme à la Convention de l'OIT et aux normes internationales relatives à la protection des travailleurs migrants et des membres de leurs familles;
- Promulguer la loi relative à l'immigration et à l'asile, en prenant en considération la situation du Maroc en tant que pays d'immigration, de transit et d'accueil, et conformément à l'esprit et à la lettre des engagements internationaux du Maroc en matière des droits humains;
- Adopter des mesures législatives pour l'interdiction de la traite des personnes;
- Mettre en place un mécanisme de manière proactive pour déterminer les victimes de la traite des personnes provenant de l'Afrique sub-saharienne pour leur offrir la protection et l'aide nécessaires.

**DROITS ÉCONOMIQUES,
SOCIAUX ET
ENVIRONNEMENTAUX**



AXE X: DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

RÉALISATIONS

Pratique conventionnelle

La présentation par le Maroc de son quatrième rapport périodique relatif à la mise en œuvre du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels le 30 septembre 2015.

Cadre législatif et institutionnel

La promulgation d'une série de lois relatives à la création d'instances de gouvernance et des droits de l'homme concernées par les droits économiques, sociaux et culturels (Conseil économique, social et environnemental; Institution du médiateur; Conseil de la concurrence; Conseil supérieur de l'éducation, la formation et la recherche scientifique, Instance nationale de l'intégrité, de la prévention et de la lutte contre la corruption);

La présentation du projet de loi n°47-14 relatif à l'assistance médicale à la procréation;

L'adoption de programmes nationaux en matière de santé et d'habitat, ainsi que le lancement du projet des énergies renouvelables;

La promulgation de la loi-cadre relative à la charte nationale de l'environnement.

LACUNES

Pratique conventionnelle

La non ratification par le Maroc du protocole facultatif additionnel du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Cadre législatif et institutionnel

Persistance de la mortalité maternelle et infantile et l'augmentation du taux de la déperdition scolaire et du taux d'analphabétisme, notamment parmi les femmes en milieu rural;

Absence de justice territoriale en matière de répartition de l'habitat, ainsi que l'absence de stratégie globale et claire pour la protection et l'aide des familles pauvres;

Le gouvernement n'a pas mis en œuvre les lois et les décrets d'application relatifs au droit de vivre dans un environnement sain tel qu'il a été consacré dans la Constitution de 2011;

Manque d'opérationnalisation de l'Observatoire national de l'environnement et des Observatoires régionaux de l'environnement et du développement durable, la faiblesse des interventions du Haut Commissariat des eaux et forêts dans le domaine forestier à l'aval des hauteurs des oueds;

La persistance de la déperdition scolaire, en plus de la carence de l'enseignement public dans un contexte de privatisation de l'enseignement qui crée une certaine discrimination faisant de l'enseignement de qualité un monopole des couches capables de supporter les coûts de l'enseignement privé, ainsi que le fait que les

enfants en milieu urbain bénéficient de plus d'opportunités d'éducation que les enfants en milieu rural dont seuls 3166 enfants bénéficient de l'enseignement élémentaire moderne²⁰ contre 181.865 en milieu urbain;

L'absence de mise en œuvre du système juridique de protection du consommateur.

RECOMMANDATIONS

- La mise en œuvre des recommandations émanant du Comité chargé des droits économiques, sociaux et culturels;
- La ratification du protocole facultatif du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- La généralisation des prestations sanitaires, la facilitation de l'accès à ces dernières et la poursuite des efforts dans le domaine de la santé reproductive en fournissant les ressources humaines suffisantes en matière de santé, notamment dans le milieu rural;
- La poursuite de l'action de la lutte contre la déperdition scolaire, l'augmentation des ressources affectées à ce domaine, tout en révisant les méthodes et leur harmonisation avec les spécificités de chaque région et en encourageant le droit à la scolarisation des enfants nomades et le soutien de leurs enseignants;
- La mise en œuvre des dispositions de la charte du plan stratégique de la réforme de l'éducation 2015-2030 en matière de programmes scolaires;
- La poursuite de la rationalisation de l'habitat social, en offrant un habitat salubre aux habitants des campagnes, et en prenant en considération les spécificités des oasis lors de l'élaboration des plans d'urbanisation et d'aménagement;
- L'application du SMIG dans tous les secteurs aussi bien publics que privés;
- La nécessité de prendre en considération les spécificités territoriales dans le Plan Maroc Vert;
- La promulgation et la mise en œuvre des lois relatives à l'environnement et leur harmonisation avec les conventions internationales pour l'exploitation des terres collectives, les espaces des oasis et la promotion des investissements;
- La poursuite des efforts pour la protection des oasis et l'accélération de la mise en place de la stratégie des régions montagneuses;
- La mise en place d'une stratégie économique qui prenne en considération les droits environnementaux;
- La mise en place des observatoires régionaux et de l'Observatoire national de l'Environnement;
- L'amendement de l'article 288 du Code pénal qui incrimine les entraves à la liberté de travail et ce conformément aux dispositions de l'article 8 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

20 Rapport du Médiateur pour la démocratie et les droits de l'Homme sur le budget sectoriel du département de l'Éducation nationale de 2012, à la lumière des objectifs du programme gouvernemental, présenté en mai 2012.

LA LIBERTÉ DE CROYANCE



AXE XI: LA LIBERTÉ DE CROYANCE

RÉALISATIONS

XI.A.1 Pratique conventionnelle

La présentation en mars 2014 par le Maroc, aux côtés de 60 États, d'un projet de résolution auprès du Conseil des Droits de l'Homme au cours de sa 25ème session, relatif à la liberté de religion et de croyance, résolution adoptée sans vote²¹.

LACUNES

XI.B.1 Pratique conventionnelle

La non harmonisation de la législation marocaine avec les dispositions de l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et avec l'observation générale n°22 du Comité des droits de l'homme.

XI.B.2 Cadre législatif et institutionnel

La persistance de l'incrimination dans le Code pénal (articles 220 et 222) de la rupture du jeûne pendant le mois du ramadan dans un lieu public et l'incitation à la déstabilisation de la foi d'un musulman ou sa conversion à une autre religion;

La persistance de l'adoption de l'unicité de la croyance et de l'unicité du rite dans tous les aspects de la vie publique.

RECOMMANDATIONS

- Harmoniser la législation marocaine avec les dispositions de l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de manière à garantir la liberté de religion et de croyance à tous;
- abroger les articles 220 et 222 du Code pénal et promulguer des lois permettant la liberté de conscience;
- Assumer la responsabilité en fournissant les conditions adéquates pour la protection de tous les citoyens et citoyennes dans l'exercice de leurs rites religieux, à l'exception de ceux appelant ou incitant à la haine, au racisme ou à la violence.

21 <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session25/Pages/ListReports.aspx>

Universal Periodic Review Morocco - May 2017

†.ЄЄЄ:†††.УАЄ†



NGOs Report

The Situation of Human Rights in Morocco

Coordination and supervision by :
Adala Association for the Right to a Fair Trial
With the support of Friedrich-Ebert Foundation in Morocco

**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG



**Universal Periodic Review
Morocco - May 2017**



NGOs Report

The Situation of Human Rights in Morocco

Coordination and supervision by :
Adala Association for the Right to a Fair Trial
With the support of Friedrich-Ebert Foundation in Morocco





CONTENTS

- Preface
- Monitoring Body
- Les ONGs Participantes aux débats national et régional
- NGOs Report of the Situation of Human Rights in Morocco

PREFACE

The reform of the United Nations system in the area of human rights, especially the establishment of the Human Rights Council in 2006 (Resolution 60/251 of 15 March 2006) and the launch of the Universal Periodic Review (Resolution 5/1), gave a great impetus to the UN system of international human rights mechanisms. This considerable momentum was particularly materialized in monitoring the States' implementation of their commitments made through the United Nations, as part of sustained cooperation, and interactive and constructive dialogue.

Indeed, States can no longer escape accountability in major international fora when they fail to comply with their obligations and commitments in the field of protecting and promoting human rights.

In this respect, Morocco's submission of its national reports to the UN human rights bodies provides a suitable opportunity for non-governmental organizations to urge the Moroccan government to launch reforms of the national legislation and bring it in line with the relevant international standards and conventions. It is also a favourable opportunity to strengthen the protection and promotion of human rights, and to prompt policy makers to develop and implement public policies that meet Morocco's commitments, made under the covenants and instruments that the country has ratified.

Today, in the process of preparing for the third round of the Universal Periodic Review, Adala Association for the Right to a Fair Trial launched an initiative, as part of the partnership project with Friedrich Ebert Foundation, for the drafting of the joint NGO report on the human rights situation in Morocco, under the 2017 Universal Periodic Review cycle. The first consultative meeting to which Adala invited many associations on 28 April 2015 resulted in setting up a Follow-up Committee in charge of coordinating and overseeing the preparation of the report.

This initiative made it possible, on the one hand, to develop a comprehensive shared vision in terms of approach, methodology, content, and mechanisms to achieve the objectives of the report and, on the other hand, to provide an opportunity to recall the historical background of preparing the previous UPR shadow reports, as well as their value in building on achievements. The ultimate goal is to consolidate this experience and ensure its continuity with a view to establishing a civil mechanism for human rights, women and development, to be in charge of drawing up and monitoring NGO submissions, in parallel to the Moroccan Government's reports.

It is worth recalling that Adala Association and its partners have previously organized a series of regional meetings and thematic workshops. The first of such events, organized on 26 and 27 June 2015 in Rabat, was entitled «The situation of prisons and prisoners, freedom of expression and opinion, freedom of assembly and demonstra-

tion, and reform of Justice». The second was organized in Zagora on 24 and 25 October 2015, in partnership with the Zagora Association for Development and Democracy (RAZDED), under the theme «Economic, social, cultural, linguistic and environmental rights». The third meeting, held on 21 and 22 November 2015 in Tangier, dealt with the topic of «The Fundamental Rights of Vulnerable Groups Victims of Discrimination, Linguistic & Cultural Rights and Freedom of Belief». Finally, a national symposium was organized on 3 September 2016 in Rabat to present the joint shadow report of civil society organizations on the human rights situation in Morocco, prepared as part of the Universal Periodic Review of 2017.

Today, as we reach the stage of disseminating this report to civil society organizations, governmental and national institutions, and stakeholders working in the field of human rights, we will have thus completed the various activities that had been planned for the preparation of this report. Let us recall once again our ambitions which have taken shape through this initiative:

First: to broaden consultations with the relevant NGOs, regarding the methodology and content of the report, at regional and national levels;

Second: to contribute to the capacity-building of civil society organizations in the area of monitoring and promoting public policies in the field of human rights;

Third: to reflect on the creation of conditions conducive to the institutionalization of an independent civil society mechanism in charge of preparing and submitting parallel reports, monitoring the implementation of Morocco's UPR recommendations, and developing a national strategy for action in this respect, in coordination with the various stakeholders.

On behalf of
Adala Association for the right to a fair trial
President, Jamila Sayouri

On behalf of
Friedrich Ebert Foundation
Seija STURIES

MONITORING BODY

Moroccan Human Rights Organization
contact.omdh@gmail.com

Maghreb Mashreq Civil Society Portal
http://www.e-/joussour.net

Union of Women's Action
uaf@mtds.com

Collectif Autisme Maroc
http://www.collectifauti/sme.ma

Democratic Association of Moroccan Women
http://www.adfm.ma

Forum of Alternatives Morocco
http://www.forumalternatives.org/ar

Moroccan Observatory for Public Liberties

Moroccan Prisons Observatory
omdp@menatr.ma

National Federation of Amazigh Associations
http://fnaa.ma

National Association of Young Lawyers
associationangam@gmail.com

Network of NGOs Working in the field of Disability in Northern Morocco
reseauhandecap@gmail.com

Associative Fabric for Development & Democracy
razded@yahoo.fr

Network of development associations in the Oases of South-East Morocco
http://www.radose.ma

Tinghir Associative Network for Development and Democracy
ratded@yahoo.fr

Amazigh Network for Citizenship
http://www.reseauamazigh.org/rubrique45.html

Federation of the Democratic League for Women's Rights
http://flddf.org/portail

NGOs Report

LES ONGS PARTICIPANTES AUX DÉBATS NATIONAL ET RÉGIONAL

- Bar Association of Morocco www.abam.ma
- Moroccan Organization for Human Rights www.amnesty.ma
- Amnesty International-section Morocco www.adfm.ma
- The Moroccan Women's Democratic Association www.adfm.ma
- The Moroccan Women's Democratic Association-section casablanca www.uaf.ma
- Union of Women's Action (UAF) fddf.org/portail/
- Federation of the Democratic League for Women's Rights (FLDDF) www.assaidalhorra.org
- Association Assaida Al-Horra for Citizenship and Equal Opportunities
- Adala (JUSTICE) Association www.justicemaroc.org
- For the Right to a Fair Trial
- Moroccan Forum for Truth and Justice (FMVJ) fondationbenzekri.org.ma
- Driss benzekri Foundation for Human Rights www.forumalternatives.org
- Alternatives Forum in Morocco (FMAS) www.cedhd.org
- Center for Human Rights and Democracy Studies (CEDHD)
- National Union of the Moroccan Press(SNPM) www.snpm.org
- Moroccan Observatory of prisons (OMP) omdp@menara.ma
- Civil Society Portal Jousour www.e-jousour.net
- Freedom of informationand expression organization www.olie.org.ma
- Moroccan Observatory for Public Liberties (OMLP)
- Network of Tinghir Associations for Development and Democracy www.radose.ma
- Networkof Development associations in the South-eastern Oases (RADOZE) www.remidi.org
- Moroccan Network for Right of Access to Information- REMDI
- Network of Associations of Zagora for development and Democracy (RAZDED)
- The national federation of Amazigh associations (FNAA) www.fnaa.ma
- Amazigh Network for Citizenship (AZETTA) www.reseuamazigh.org
- National Association of Young Lawyers in Morocco (ANJAM)
- The Moroccan Association for the Fight against Corruption-Transparency www.transparencymaroc.ma
- The Anti-Racist Group Defending and Accompanying Foreigners and Migrants (GADEM) www.gadem-asso.org
- DAMIR Movement
- beity Association
- Observatory of justice in Morocco
- Association colombe white for the Rights of Persons with Disabilities in Morocco
- Center for the Rights of People -Fès
- The Human Rights of the Northern Moroccan Forum www.fdhnorma.org
- Moroccan Center for Human Rights
- Association of Child Protection Centers and Repair Centers
- Association oasis verte for development and democracy (AOVDD)
- Collectif Autisme Morocco www.collectifautisme.ma
- Federation of Moroccan Publishers

- National Federation of the Deaf in Morocco
- The Moroccan League for Citizenship and Human Rights www.lmcdh.org
- The voice of the Amazigh woman
- Moroccan Instance of Human Rights www.instance-mdh.org
- Medical Association for the Rehabilitation of Victims of Torture
- Beni Zoli for Development and Communication
- Association Mediterranean Meeting on Immigration and Development [www.associationarmid.wordpress.com/
toucheapasamonenfant.com](http://www.associationarmid.wordpress.com/toucheapasamonenfant.com)
- Organization does not affect my child
- Civilian laboratory for social justice
- AMNA Association for the Protection of Women Victims of Violence
- Moroccan lawyer forum www.abam.ma
- Network of disability associations in northern Morocco
- «FHAMNI» Association for the promotion of the rights of persons with disabilities Larache
- Association for a better future for people with disabilities-Nador
- RIF Association for Human Rights
- Alliance Against Racism and Xenophobia
- Accompaniment and Reintegration Center -tanger [centres.fm6reinsertion.ma/profile/
www.assoc-tassla-jeunesse](http://centres.fm6reinsertion.ma/profile/)
- Tassla Youth Association
- TAWAZA Association for the Advocacy of Women
- YAHYA Association of Autistic Children
- Association «TATCHA» for training and social affairs «ATFAS»
- Union for Development and Solidarity
- Association Health for All www.santepourtouscte.org
- Takatoul of big associations Tanger
- Citizenship of the network space «House of the woman »
- Association Defiance Generation for Culture and Development
- Association of Women and Sport
- Association «Amal Ouezzane» of women's football
- «Rissala» association for the development of skills of women
- DADES MGOUNA for Development
- Union DARAA for Development AGDZ
- NAHDA Association for Development and Cooperation
- Association House of widows for the protection of orphans

Introduction

This report deals with the situation of human rights in Morocco from 2012 to 2016. It covers the period since the submission by the Moroccan government of its second national report in May 2012, under the second UPR, until the submission of the third national report in May 2017.

This report seeks to assess the implementation by Morocco of its voluntary commitments through accession to and ratification of international conventions and related protocols, and also to assess the extent to which the Kingdom implemented the recommendations (140 recommendations)¹ which it has endorsed and approved before the UN Human Rights Council in Geneva, on the occasion of Morocco's second national submission, or those recommendations it declared were in the process of implementation. This report also addresses some recommendations that did not enjoy the support of Morocco (6 recommendations).

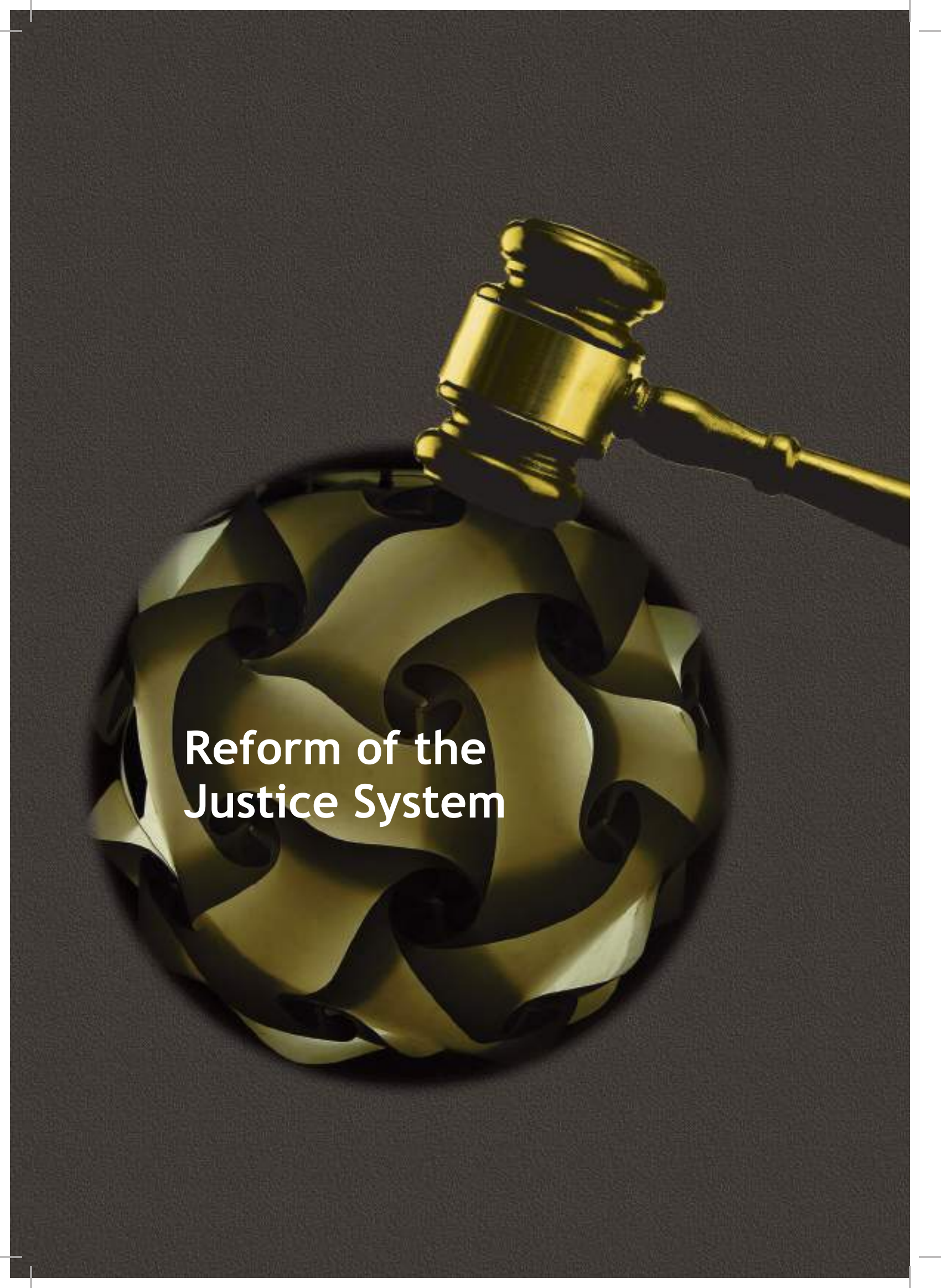
In assessing the human rights situation in Morocco, this submission also relies on the international conventions that our country ratified, the internationally recognized human rights standards and principles, the best practices, the reports issued by treaty monitoring bodies, in addition to special procedures, reports from Moroccan national institutions, relevant recommendations of the Equity and Reconciliation Commission, and finally the national legislation, mainly the Constitution of 2011, the related laws, and the UPR mid-term report that was submitted by Morocco to the Human Rights Council in 2014.

To attain the sought objectives, Adala [Justice] Association and its partners organized, with support from the German Friedrich-Ebert Foundation, three regional events in the cities of Rabat, Tangier, and Zagora, addressing various topics related to the overall human rights situation in Morocco.

Adala Association also adopted a participatory approach in the diagnosis of the human rights situation in Morocco, by taking note of the achievements, monitoring disruptions, and putting forward recommendations in relation to treaty practices and the legislative and institutional frameworks, through the gathering of information and resources that we managed to obtain in spite of the difficulties to access information.

This shadow report was prepared and discussed by representatives of more than 137 NGOs working on human rights issues, development, and democracy, and 11 regional, provincial, and thematic networks.

¹ Morocco supported 128 recommendations, including 12 recommendations which it declared as implemented or in the process of being implemented.

A golden gavel is positioned diagonally across the top right of the frame, resting on a globe. The globe is composed of crumpled, golden-yellow paper, symbolizing the complexity and reform of the justice system. The background is a dark, textured grey.

Reform of the Justice System

Part I: Reform of the Justice System

ACHIEVEMENTS

Treaty Practice

During the period from 2012 to 2016, Morocco received both the UN Special Rapporteur on Torture (15 to 22 September 2012), and the Working Group on Arbitrary Detention (9 to 18 December 2013). Morocco also ratified the Optional Protocol to the Convention against Torture on November 24, 2014.

Legislative and Institutional Framework

During the period under review, the Government established the High Authority for National Dialogue to Reform the Justice System on May 8, 2012. It promulgated the Law No. 100.03 of the Supreme Judiciary Council and the Law No. 106.13 on the Statute of Judges. Besides, the Government submitted a bill regulating the practice of forensic medicine, and introduced the bill No. 38.15 on the organization of the judiciary.

SHORTCOMINGS

Treaty Practice

Failure to set up the national mechanism for the prevention of torture, and to ratify the Rome Statute of 1998, establishing the International Criminal Court.

Legislative and Institutional Framework

The Ministry of Justice and Liberties continues to supervise the judicial administration of courts². There are ongoing restrictions to the freedom of judges to set up civil and human rights associations, in addition to undermining their right to individual and collective expression, in accordance with Article 97 of the Statute of Judges. Worthy of mention also is the failure to adopt legislation to regulate the judicial organization and the principle of the right of appeal. Besides, the Government derogated from the judicial specialization system (conversion of administrative and commercial courts into chambers and sections), in addition to the continuing weakness of the measures and mechanisms meant to promote access to justice, especially for vulnerable groups.

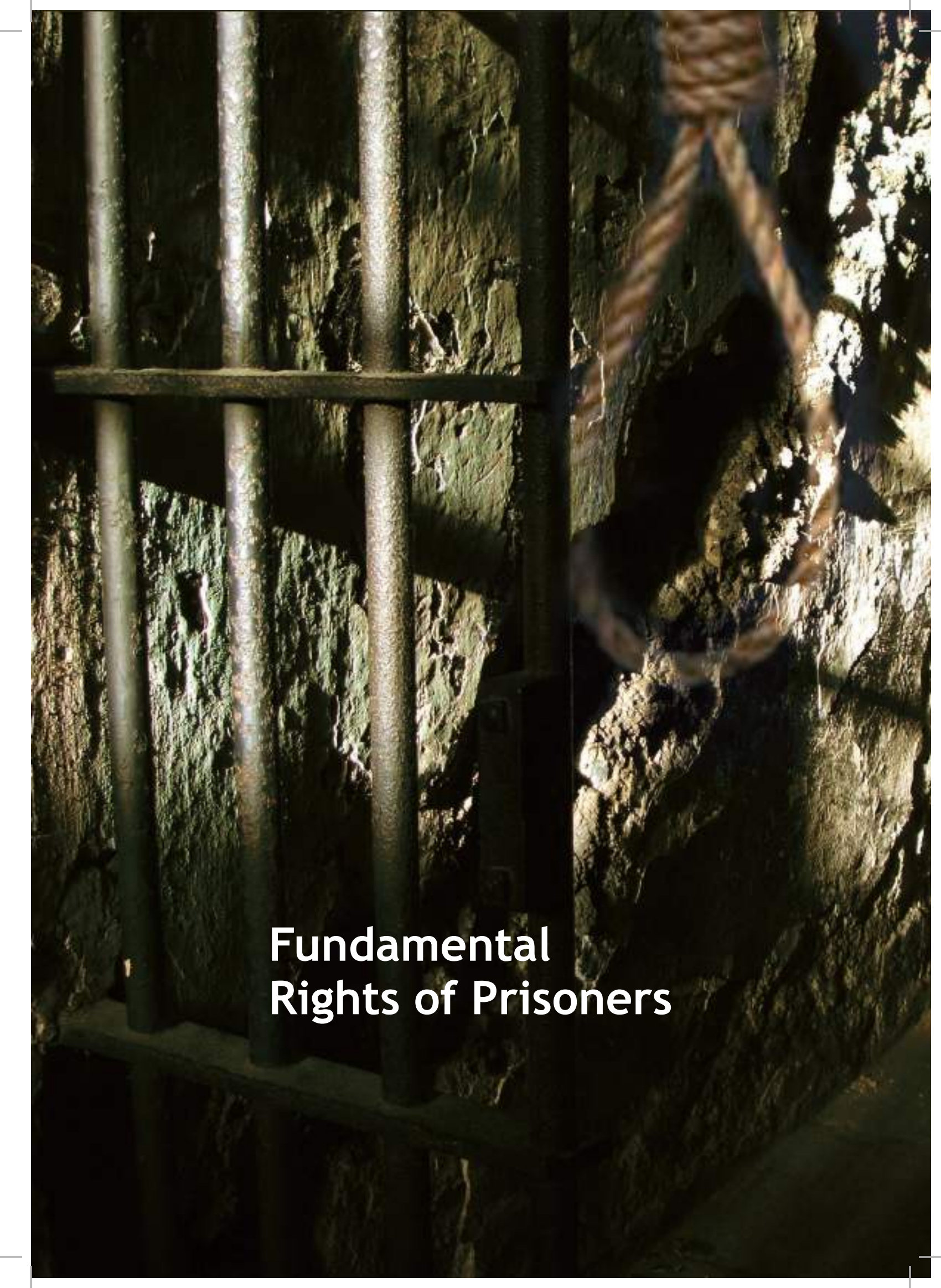
² Article 31 of the Judicial Organization Law provides for the government authority in charge of justice to oversee the financial and administrative management of courts.

RECOMMENDATIONS

- speed up the ratification of the Rome Statute of 1998, establishing the International Criminal Court;
- accelerate the establishment of the national mechanism for the prevention of torture;
- set up the State Council to strengthen the dual judicial system of Morocco which is vested with the authority to monitor the legality and appropriateness of all administrative decisions, including the decisions of the Supreme Council of the Judiciary;
- recognize the right of judges to form associations, assemble and demonstrate peacefully, pursuant to Article 111 of Constitution³;
- make mandatory the immediate submission to medical expertise of any person alleging torture while in custody or during the investigation stage, and promote specialization and training for forensic physicians;
- strengthen the role of the defence in the pre-trial stage and upon the arrest of any person, as a core actor in terms of ensuring a fair trial;
- promote the right to access justice for the benefit of vulnerable groups⁴;
- review the role of the public prosecutor in judicial case management, while expanding the sphere of alternative methods.

³ Article 111 of the 2011 Constitution states that «judges shall enjoy freedom of expression, without prejudice to the duty to observe discretion and judicial ethical standards. Judges may belong to associations or set up professional associations. They must observe the obligation of impartiality and judicial independence and comply with the relevant legal provisions.»

⁴ To provide them with legal and judicial assistance.



**Fundamental
Rights of Prisoners**

Part II: Fundamental Rights of Prisoners

ACHIEVEMENTS

Treaty Practice

The achievements mentioned in I.A.1 above (Reform of justice) apply under this heading.

Legislative and Institutional Framework

A bill was drafted to review the law governing the detention institutions (Law 23/98) and the related implementing decrees. Also, a draft law No. 71.13 was elaborated to fight mental disorders and to protect the rights of persons living with such disorders.

SHORTCOMINGS

Treaty Practice

Morocco's failure to make publicly known the areas of competence of the Committee on Enforced Disappearances⁵, as required by Article 31 of the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance which provides for receiving and considering complaints from or on behalf of individuals. Moreover, Morocco has not ratified the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty, and voted no to the United Nations General Assembly resolution on a moratorium on the death penalty with a view to its future abolition.

⁵ Ratified by Morocco in June 2012.

Legislative and Institutional Framework

Morocco failed to review the law governing prisons for more than 15 years now. There is also a lack of material, human and medical means in prisons, and the continuing violations of the prisoners' right to health⁶, in addition to the dire conditions of the mentally and psychologically ill in penitentiary institutions.

There are 120 people sentenced to death in Moroccan prisons, including one woman⁷. Prisons are overcrowded because of unrationalized pre-trial policy, denial of the principle of proportionality and failure to adopt alternatives to pre-trial arrest⁸.

Furthermore, there is a need for a criminal protective policy that takes into account the specificity of women inmates. Worthy of note is also the absence of effective protective safeguards, as there are growing numbers of torture allegations⁹, in addition to the failure to allocate special wings for offender girls within the penitentiary institutions.

⁶ Report of the National Human Rights Council on prisons in Morocco: «The prison crisis is a shared responsibility,» 2012.

⁷ Statement of the Secretary General of the National Human Rights Council at the semi-annual panel on the sidelines of the 28th session of the UN Human Rights Council in Geneva, on March 5, 2015. The woman sentenced to death recently was pardoned recently.

⁸ Annual report of the Moroccan Observatory of Prisons for the year 2015, presented on July 28, 2015.

⁹ The Moroccan Association for Human Rights (AMDH) monitored more than 60 allegation cases of torture, cruel, inhuman or degrading treatment, in its annual report for the year 2015.

NGOs Report

RECOMMENDATIONS

- make public the areas of competence of the Committee on Enforced Disappearances, as required by Article 31 of the relevant Convention;
- ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty;
- bring national laws into line with the international law governing the rights of children in conflict with the law;
- amend the legal framework governing prisons and bring it in line with the Constitution and modern international standards;
- amend the Royal Decree on the prevention and treatment of mental illness and the protection of people with mental health, and launch public debate and consultations among all those involved in mental and psychological health, with the need for positive interaction with the thematic report published by the National Human Rights Council on this issue;
- abolish the death penalty from the Penal Code;
- put into action para-legal measures for pre-trial custody;
- adopt various measures in coping with juveniles in conflict with the law, in accordance with the provisions of the Criminal Procedure Code and the Penal Code¹⁰, while establishing protective mechanisms for reintegration;
- enact legislative and regulatory measures that take into account the specificities of women and girls in prisons;
- provide for the mandatory support and reintegration of released prisoners.

¹⁰ Provisions of Book III of the Code of Criminal Procedure.

A silhouette of a woman sitting on a grassy hill, looking towards a bright sunset. The sky transitions from a deep red at the top to a bright yellow near the horizon where the sun is setting. The woman's figure is dark against the lighter background.

The Fundamental Rights of Women

Part III: The Fundamental Rights of Women

ACHIEVEMENTS

Treaty Practice

- lifting the most significant reservations to the CEDAW;
- receiving the UN Working Group on the issue of discrimination against women in law and in practice during the period from 13 to 20 February 2012;
- visit of the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children during the period from 17 to 21 June 2013.
- submitting a draft law on combating violence against women under No. 103.13; e) launch of the 2012–2016 Plan for Equality (IKRAM) in order to further institutionalize the concept of parity.

SHORTCOMINGS

Treaty Practice

Legislative and Institutional Framework

- failure to operationalize the recommendations set forth by the UN Working Group on the issue of discrimination against women in law and in practice and the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children, in addition to the non-implementation by the government of its voluntary commitments in this area¹¹;
- promulgation of electoral laws in 2015 which contributed to the increase in women's representativeness in collective and provincial councils from 12% to 27%, and in regional councils to one third;
- promulgation of the law setting up the National Council for the Family and Children;
- promulgation of the law on domestic workers;
- drafting of a law providing for the establishment of a body in charge of parity and combating all forms of discrimination;
- maintaining the interpretative declaration of Articles 2 and 15 of the CEDAW;
- inadequacy of the Moroccan Penal Code and all laws with international standards, and the lack of human rights protection based on gender.

¹¹ Recommendations 91 c and d, and recommendations 92 e and g of the report submitted by the Working Group on the issue of discrimination against women in law and in practice.

Legislative and Institutional Framework

- delay in the inauguration of the body in charge of parity and combating all forms of discrimination, and the Advisory Council for the Family and Children;
- failure to abolish polygamy and the marriage of juveniles from the Family Code;
- continuing discrimination between men and women with respect to inheritance and the right to transmit nationality;
- continued criminalization of medical abortion and confining it to limited cases which affect women's over their own body;
- failure to criminalize marital rape;
- failure to consider the crimes of rape and sexual harassment as crimes that affect human dignity and the physical integrity of women;
- inadequacy of the draft law on combating violence against women with reference bases and national and international obligations;
- continued gender stereotyping which prevents women from fully enjoying their economic, social, cultural, environmental, civil and political rights;
- absence of an integrated vision for operationalizing and institutionalizing the political representation for women within all the electoral system components;
- refrain from imposing legal measures on the failure to apply representative quotas.

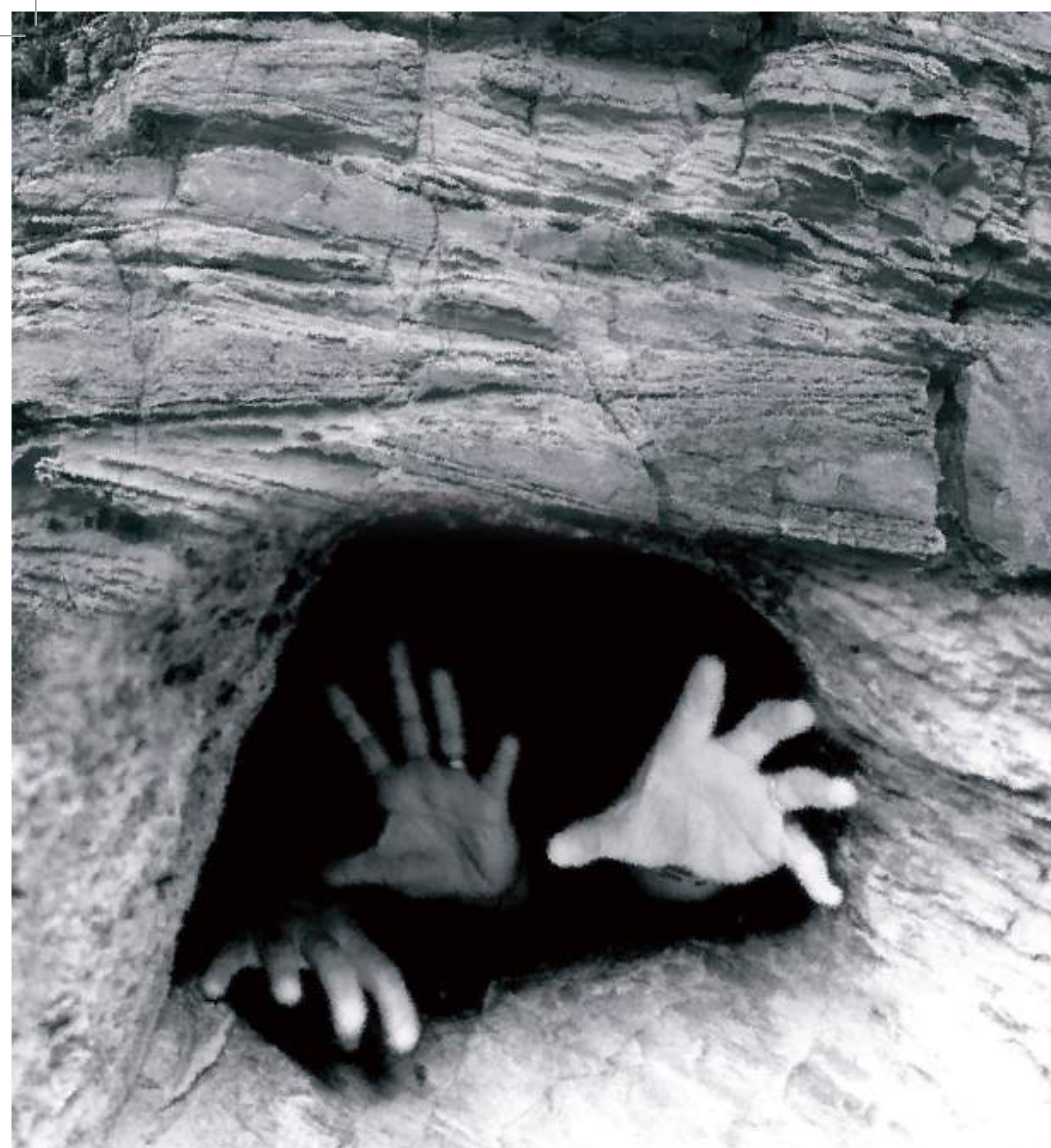
RECOMMENDATIONS

- complete the ratification of the Conventions and lift the interpretation of Articles 2 and 15 of the CEDAW;
- bring the legal provisions on Moroccan women's rights into line with the Constitution and international conventions;
- review the Family Code by forbidding polygamy and preventing child marriage;
- repeal all provisions that deny women their right to legal guardianship of minor children, and recognize equality between women and men in the right to marry non-Muslims;
- criminalize the expulsion from the marital home and make alimony a responsibility of both spouses according to income or as agreed between them in case one of them has no income, while considering housework, child care and management of family matters as a woman's contribution to the home budget and to the wealth accumulating after marriage;
- abolish the discriminatory legal provisions between women and men with regard to inheritance and the transfer of nationality in case of marriage, as well as in the area of the Penal Code and the Labour Code;
- criminalize marital rape and decriminalize medical abortion;

NGOs Report

- promulgate a law to eliminate violence against women, in compliance with international standards of prevention, protection and social assistance to women survivors of violence, in addition to deterrence measures and compensation for damage;
- adopt a new law governing sulali lands (ancestral tribal lands) and guich lands¹², to solve the problem of gender discrimination and deprivation which is imposed on women's rights to own such lands.

¹² These were military lands that had been given out by the Makhzen to tribal groups, in exchange for providing troops.



**Freedom of Association,
Peaceful Assembly &
Demonstration**

Part IV: Freedom of Association, Peaceful Assembly & Demonstration

ACHIEVEMENTS

Treaty Practice

Morocco has provided support to the Human Rights Council in establishing many special procedures, particularly the UN Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association¹³.

Legislative and Institutional Framework

- granting legal depository receipts in March 2015 to 32 associations¹⁴, including the Sahrawi Association of Victims of Grave Violations of Human Rights Committed by the Moroccan State (ASVDH);
- regularization of the situation for 24 associations of migrants residing in Morocco¹⁵.

¹³ Paragraph 12 of the Note verbale, dated 6 May 2013, from the Permanent Mission of Morocco to the United Nations addressed to the Secretary-General, on the occasion of elections to fill vacancies in subsidiary organs and other elections: election of fourteen members of the Human Rights Council:

http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/68/83&TYPE=&referer=http://www.ohchr.org/FR/Countries/MENARegion/Pages/MALIndex.aspx&Lang=E

¹⁴ The administrative authorities granted authorizations to a group of associations in May 2016, following mediation by the National Human Rights Council, including the Sahrawi Association of Victims of Grave Violations of Human Rights Committed by the Moroccan State (ASVDH).

¹⁵ Statement of the President of the National Human Rights Council at the third session of the Annual Migration Forum, March 14, 2016.

SHORTCOMINGS

Treaty Practice

Lack of response to written requests by the UN Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association to visit Morocco, the last of which dates back to 2013.

Legislative and Institutional Framework

- lack of consistency between the laws relating to freedom of association and freedom of peaceful assembly and demonstration, on the one hand, and the 2011 Constitution and Morocco's international commitments, on the other hand;
- failure to motivate the decisions of the administrative authorities when banning events, in addition to many cases of non-delivery of written decisions to supervisors of NGO demonstrations to enable them to exercise their right to appeal before courts. Sometimes the authorities do not apply the required procedures before breaking up gatherings, and in some cases they resort to violence and disproportionate force;
- lack of proactive use of dialogue and mediation mechanisms;
- public authorities resort sometimes to "negative neutrality" towards some demonstrations and counter-demonstrations, as they refrain from intervening to protect this right¹⁶;

¹⁶ Shadow report of the Mediator for Democracy and Human Rights, to the sixth periodic report of Morocco on the implementation of the International Covenant on Civil and Political Rights, submitted on February 12, 2016.

- cases of arbitrariness on the part of the competent administrative authorities towards associations seeking incorporation, by requiring them to submit documents not provided for by law or delaying the delivery of the provisional or final deposit receipts. There are even cases where some associations were permanently deprived of their right to incorporation or renewal receipts¹⁷;
- administrative authorities continue to ban many activities of some associations without any legal justification¹⁸.

RECOMMENDATIONS

- accept the request made by the UN Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association to visit Morocco;
- reform the laws relating to the right to form associations, to assemble and demonstrate peacefully, in accordance with the Constitution and international standards, and linking responsibility to accountability with regard to the lack of law enforcement;
- build mechanisms for dialogue, mediation and proactive intervention in social tensions;
- enforce law with respect to the creation of associations in accordance with the declaration system and not the prior authorization system;
- limit restrictions on rallies and demonstrations only to cases of explicit call to violence, hatred, racism or ethnic discrimination;
- adopt the jurisprudence of administrative justice within the context of the amendment of Law No. 75.00 regulating the freedom of association.

¹⁷ Examples: the Moroccan Association for Human Rights (AMDH), Tangier section, Cultural Alternative Association, Kenitra, ATTAC Morocco Association.

¹⁸ Amnesty International was prevented from organizing a summer camp in September 2014; many events of the Moroccan Association for Human Rights were banned; the Moroccan Human Rights Forum was banned from organizing a training course in March 2016.



Freedom of Expression and the Right to Access Information

Part V: Freedom of Expression and the Right to Access Information

ACHIEVEMENTS

Treaty Practice

The Moroccan government announced on July 20, 2015 that it scheduled the visit of the Special Rapporteur on the promotion and protection of the freedom of opinion and expression.

Legislative and Institutional Framework

- Law No. 90.13 on establishing the National Press Council;
- Law No. 89.13 standing as Statute for Professional Journalists;
- Law No. 88.13 on Press and Publishing;
- the setting up of the Higher Institute for Audio-Visual and Cinema Professions to train and build the capacities of professionals;
- Amendment to the Law 77.03 on Audiovisual Communication;
- Amendment of the Organic Law of the High Authority of Audiovisual Communication;
- Submission of the draft law No. 31.13 on the right to information.

SHORTCOMINGS

Treaty Practice

Despite declaring its willingness, Morocco has failed so far to invite the UN Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression.

Legislative and Institutional Framework

The main shortcomings:

- overt non-compliance of the press and publishing laws with the requirements of the Constitution and international standards;
- failure to approve the principle of good faith as the basic foundation in publishing;
- failure to specify exclusive exceptions with respect to the breach of the confidentiality of the news; d) failure to require the administration in the press law to explicitly facilitate the journalist's mission of accessing information, and the lack of specifying deadlines for the administration to provide journalists with the requested information;

NGOs Report

- failure to take into account the specific features of the electronic media as regards the conditions of release and publishing;
- lack of legal recognition of the right of associations to set up radio stations;
- continuing resort to custodial sanctions when it comes to press and publication issues, through the enforcement of other laws not related to the press, especially the Penal Code;
- the ongoing use of broad terms to refer to the “national constants” (i.e. Islam, the monarchy, and territorial unity) which are subject to multiple interpretations;
- continuing crack-down on journalists while performing their duties, sometimes making use of the judiciary;
- preventing the entry of some foreign newspapers into Morocco by administrative decisions.

RECOMMENDATIONS

- invite, the soonest possible, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the freedom of opinion and expression for a visit to Morocco;
- bring the legal provisions on freedom of expression and the press, and the right to access information into line with international standards;
- define the concept of public order in the area of freedom of expression and provide for safeguards and review procedures to face any form of abuse of freedom of expression by the State organs;
- speed up the promulgation of the law on the right to access information and bring it into line with international standards;
- provide explicitly for the non-implementation of custodial penalties in any press and publishing case, while refraining from referring to other laws;
- establish specialized courts for dealing with press and publishing issues;
- recognize explicitly the principle of good faith in the press and publishing issues;
- promulgate a special law for radio stations of associations.

Cultural, Linguistic and Amazigh Rights



Part VI: Cultural, Linguistic and Amazigh Rights

ACHIEVEMENTS

Treaty Practice

The following achievements were registered:

- visit by the independent expert on the cultural issue to Morocco during the period from 5 to 16 September 2011, and the publication of her report on May 2, 2012;
- publication of the Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions, as ratified by Morocco in issue 6247 of the Official Gazette on April 14, 2014.

Legislative and Institutional Framework

Major achievements:

- creation of a Committee in charge of preparing the organizational law relating to the National Council for Morocco's languages and culture on November 10, 2015;
- submission of the draft organizational law on the stages of operationalizing the official character of the Amazigh language, on July 27, 2016 under No. 26.16;
- submission of the draft organic law No. 26.04 relating to the National Council for Morocco's Languages and Culture.

SHORTCOMINGS

Treaty Practice

Failure to publish in the Official Gazette the Moroccan State's declaration on the competence of the Committee on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination to receive and consider communications from individuals or groups of individuals within the jurisdiction of this State party claiming to be victims of a violation by that State.

Failure to operationalize the requirements of the second paragraph of Article 14 of the Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, ratified by Morocco on 18 December 1970.

Legislative and Institutional Framework

Shortcomings:

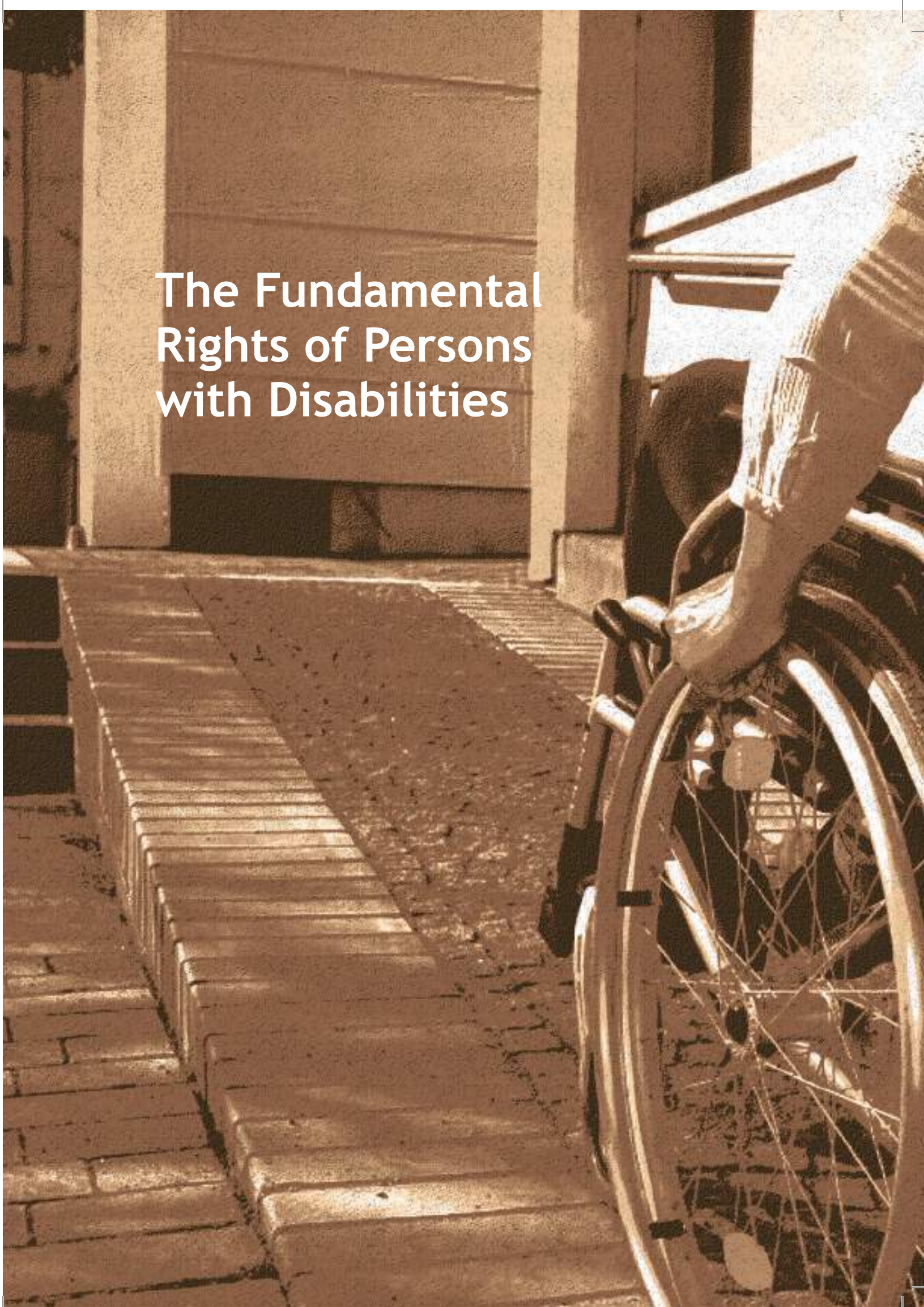
- delays in operationalizing Article 5 of the Constitution which enshrines Tamazight as an official language, and in the creation of the National Council for Morocco's Languages and Culture;
- delays in establishing the protective mechanism against racial discrimination;

- making use of Bill No. 26.16 on defining the stages for operationalizing the official character of the Amazigh language, with the view to distinguish between the two official languages, in addition to the ambiguity of some provisions;
- operationalizing the Tamazight language in stages for up to 15 years; e) the government drew back from generalizing the teaching of Tamazight;
- the government authorities continue to ban Amazigh names;
- Failure to operationalize the provisions of Articles 5 and 86 of the Constitution concerning the promulgation of the draft Organic Law relating to the official character of Tamazight, and also the delay in promulgating the organizational law for the creation of the National Council for Languages and the Moroccan Culture.

RECOMMENDATIONS

- establish the protective mechanism against racial discrimination in accordance with internationally recognized standards and Paris Declaration of Principles;
- publish the statement on the competence of the Committee against Racial Discrimination in the Official Gazette;
- operationalize the provisions of the second paragraph of Article 14 of the Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, ratified by Morocco on 18 December 1970;
- prohibit all forms of discrimination, especially when based on language, including sign language;
- compulsory teaching of the uniform Amazigh language, civilization and culture at all levels of education;
- recognize the right to public, free and independent Amazigh audiovisual media, taking into account the principle of plurality, diversity and equality between languages and cultures;
- incorporate and promote sign language in the public media, and train qualified interpreters.

The Fundamental Rights of Persons with Disabilities



Part VII: The Fundamental Rights of Persons with Disabilities

ACHIEVEMENTS

Treaty Practice

Morocco submitted its first national report to the Committee on the Rights of Persons with Disabilities, pursuant to article 35 of the Convention on March 17, 2014.

Legislative and Institutional Framework

- draft framework law No. 13-97 for persons with disabilities;
- an integrated public policy on disability for 2015-2016;
- setting up an inter-ministerial committee in charge of disability;
- preparing and publishing a national survey on disability (2014-2016).

SHORTCOMINGS

Treaty Practice

- the government delayed the adoption of the protective mechanism as approved by the International Convention for People with Disabilities;
- no visit of the Special Rapporteur on Disability.

Legislative and Institutional Framework

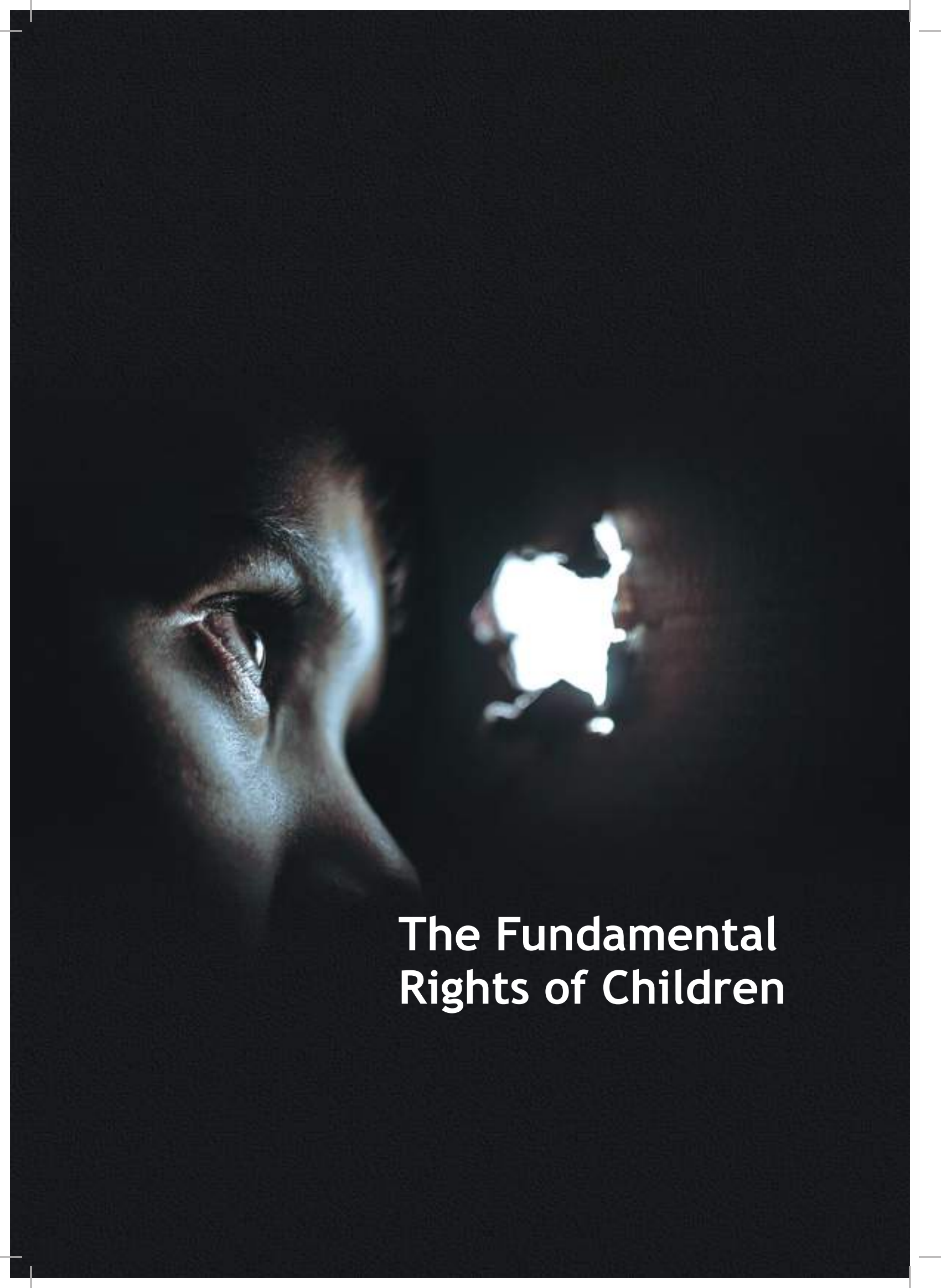
- Failure to adopt a participatory approach in the preparation of the draft framework law No. 97.13 on persons with disabilities;
- poor outcome from the 2009-2015 Disability Prevention Strategy, as it was dominated by the charity approach and short-term sectoral policies¹⁹;
- delayed elaboration of the integrated public policy on disability;
- delay in making publicly known the national survey on disability;
- delays in preparing the first report on people with disabilities;
- limited efficiency and effectiveness of the Ministerial Committee on Disability;
- double and multiple discrimination is continuing against women with disabilities;
- continued lack of facilities for the disabled in most public institutions, roads and means of transportation;
- lack of the right to education or failure to provide guarantees for its continuation for some groups who are affected by internal or mental disabilities (for instance autism).

¹⁹ Memorandum of the White Dove Association in Tetouan, presented during the third regional meeting held by Adala Association for the right to a fair trial on 21 and 22 November 2015 in Tangier.

NGOs Report

RECOMMENDATIONS

- comply with the deadlines set forth in all the international treaty mechanisms, and open up to the special procedures system, especially the Special Rapporteur on the Rights of Persons with Disabilities;
- set up the protective mechanism for people with disabilities, in line with international standards;
- promulgate the law for persons with disabilities in accordance with international standards and the voluntary commitments of Morocco towards treaty bodies;
- amend the law and make existing facilities compliant with accessibility;
- promote the political participation of people with disabilities through the quota system, taking the disability index as a basis for determining the financial support to political parties.



The Fundamental Rights of Children

Part VIII: The Fundamental Rights of Children

ACHIEVEMENTS

Treaty Practice

- signing of the Third Optional Protocol to the International Convention on the Rights of the Child, Communications Procedure, in April 2015;
- submission of the third and fourth reports on the implementation of the Convention on the Rights of the Child before the relevant Committee on May 30, 2012;
- submission of the report on the implementation of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child regarding the involvement of children in armed conflicts;
- ratification of the Council of Europe Convention on the Protection of Children from Sexual Exploitation and Sexual Abuse, the European Convention on the exercise of children's rights, and the Council of Europe Convention on Contact concerning Children.

Legislative and Institutional Framework

- drawing up a National Plan of Action for Children (2006-2015);
- devising an integrated public policy to protect children;
- promulgating the law on the creation of the Advisory Council for the Family and Children;

- submitting a bill on the prohibition and punishment of sexual exploitation and abuse of children on July 20, 2015.

SHORTCOMINGS

Treaty Practice

- delays in submitting reports on children's rights to the Committee on the Rights of the Child;
- maintaining the interpretative declaration regarding paragraph 1 of Article 14 of the Convention on the Rights of the Child;
- failure to establish the national mechanism for reporting and appeal against instances of child maltreatment.

Legislative and Institutional Framework

- the National Childhood Plan for 2006-2015 failed to incorporate all the core areas of the Convention on the Rights of the Child;
- lack of legal protection for children born out of wedlock;
- limited enforcement of Morocco's international commitments at the level of the judiciary and institutions.

RECOMMENDATIONS

- expedite the adoption of the legal framework for the centres in charge of child protection;
- withdraw the interpretative declaration to paragraph 1 of Article 14 of the Convention on the Rights of the Child;
- file promptly the instrument of ratification with the United Nations Secretary General regarding the Third Optional Protocol to the International Convention on the Rights of the Child;
- ratify the ILO Convention No. 189 on decent work for domestic workers and the 1961 Convention on the Reduction of Statelessness;
- raise the age of employment to 18 years in all relevant laws, particularly the law on domestic workers;
- amend paragraph 7 of Article 16 of Law No. 37-99, remove any reference in identity documents indicating the birth out of wedlock;
- speed up the promulgation of the proposed law on the prohibition and punishment of sexual exploitation and abuse of children;
- expedite the creation of the national mechanism for reporting and appeal against instances of child maltreatment;
- increase the budget allocated to the integrated public policy for child protection;
- establish courts specialized in juveniles in conflict with the law.



The Fundamental Rights of Migrants and Refugees

Part IX: The Fundamental Rights of Migrants and Refugees

ACHIEVEMENTS

Treaty Practice

- submitting its first report on the operationalization of the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of their Families on 10 and 11 September 2013;
- ratification in June 2014 of the ILO Convention No. 97 on Migration for Employment.

Legislative and Institutional Framework

- adopted during 2015 a new public policy based on the approach of humanizing immigration, targeting immigrants in an illegal situation through the elaboration of exceptional legal measures to regularize their situation (18,600 out of 28,000 applications);
- adopted the Law No. 27.14 on the Prevention of Human Trafficking.

SHORTCOMINGS

Treaty Practice

Morocco failed to ratify the Protocol to the Convention against Transnational Organized Crime, intended to fight the smuggling of migrants.

Legislative and Institutional Framework

- the slow pace of promulgating the legislative framework of the three focus areas of the immigration and asylum policy;
- failure to provide the necessary protection against trafficking in human beings, especially Moroccan female and male workers in the Gulf States;
- lack of legislative guarantees to prevent exposing deported immigrants to degrading, cruel, and inhuman treatment.

RECOMMENDATIONS

- amend the Law No. 02.03 to bring it into line with the International Labour Organization Convention and the international standards related to the protection of migrant workers and members of their families;
- adopt a law on migration and asylum that must be compliant, in letter and spirit, with Morocco's international commitments in the field of human rights;
- take legislative measures to prevent trafficking in human beings;
- develop a mechanism to identify victims of human trafficking among sub-Saharan citizens and provide them with protection and assistance.

Economic, Social and Environmental Rights



Part X: Economic, Social and Environmental Rights

ACHIEVEMENTS

Treaty Practice

Morocco submitted its fourth periodic report on the implementation of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, on 30 September 2015.

Legislative and Institutional Framework

Achievements:

- promulgating a set of laws relating to the establishment of governance and human rights institutions in charge of Economic, Social and Cultural Rights (Economic, Social and Environmental Council; Mediator Institution of the Kingdom; Competition Council; Supreme Council for Education, Training and Scientific Research; National Authority for Integrity and the Prevention and Combating of Corruption);
- submitting draft law No. 47.14 on medical assistance to procreate; c) adopting national programs for education, health and housing, and the launch of the renewable energies project;
- issuing the framework agreement of the National Environment Charter.

SHORTCOMINGS

Treaty Practice

Morocco has not ratified the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights.

Legislative and Institutional Framework

Shortcomings:

- continued prevalence of maternal and child mortality, high dropout and illiteracy rates, especially among women in rural areas;
- absence of territorial justice in the distribution of housing, in addition to the lack of a clear overall strategy to protect and assist poor families;
- complexity of procedures for enjoying economic rights and inadequacy of laws with the specificity of some regions;
- failure on the part of the government to operationalize the legislation and implementing decrees relating to the right to live in a healthy environment, as enshrined in the Constitution of 2011;
- failure to operationalize the National Observatory for Environment and the Regional Observatories for Environment and Sustainable Development, in addition to the limited intervention of the High Commissioner for Water and Forests in forests, especially in upper wadis;

NGOs Report

- continuing high rates of school dropouts in the context of privatizing education;
- children in urban areas enjoy greater opportunities for education, in comparison with those in rural areas²⁰;
- failure to operationalize the legal system relating to consumer protection.

RECOMMENDATIONS

- ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights;
- carry on efforts to combat school dropouts, increase the resources allocated to this sector, and review the curricula to make them compliant with the specificities of each region;
- operationalize the provisions of the Charter of the 2015-2030 Strategic Plan for Education Reform with respect to the curricula;
- continue rationalizing social housing, and provide decent housing for the rural population;
- promulgate and implement environment laws and make them compliant with international conventions with the view to exploit collective lands and oasis areas to promote investment;
- continue efforts in the protection of oases and expedite the adoption of a strategy for mountainous areas;
- operationalize the National Observatory for the Environment and the regional relevant observatories;
- amend Article 288 of the Penal Code, which criminalizes hindrance to freedom of work.

²⁰ Report of the Mediator for Democracy and Human Rights «*Our opinion on the sub-budget of the National Education Ministry for the year 2012, in light of the objectives set forth in the Government programme*», May 2012.

Freedom of Belief



Part XI: Freedom of Belief

ACHIEVEMENTS

Treaty Practice

Together with 60 countries, Morocco submitted in March 2014 a draft resolution to the UN Human Rights Council at its 25th session on the freedom of religion and belief, which was adopted without a vote²¹.

SHORTCOMINGS

Treaty Practice

Non-compliance of Moroccan laws with the provisions of Article 18 of the International Covenant on Civil and Political Rights, and General Observation No. 22 of the Human Rights Commission.

Legislative and Institutional Framework

Continued criminalization in the Penal Code (Articles 222 and 220 respectively) of the freedom to break the fasting of Ramadan in public, and the use of temptation to undermine the doctrine of a Muslim or to convert him/her to another religion.

Continued adoption of the unity of faith and the unity of doctrine by the Moroccan State in all spheres of public life.

RECOMMENDATIONS

- make Moroccan laws compliant with the provisions of Article 18 of the International Covenant on Civil and Political Rights, on the freedom of religion and belief for all;
- abrogate Articles 220 and 222 of the Penal Code and enact legislation allowing freedom of belief;
- shoulder responsibility in providing appropriate conditions and protection for all citizens in religious practice, except those calling for hatred, racism or violence.

²¹ <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session25/Pages/ListReports.aspx>

